

TRANSFORME

Pour la prospérité

Projet d'autonomisation des femmes entrepreneures et mise à niveau des petites et moyennes entreprises pour la transformation économique et l'emploi

(Source de Financement :

DON IDA- E0280 -ZR ET CREDIT IDA-71010-ZR)

« Contrat N° ZR-TRANSFORME-395626-CS-CQS : Lot N°3 Pool Est ».

RAPPORT FIN MISSION DANS LE CADRE DE LA MISE EN ŒUVRE DES ACTIVITES DE LA MISSION DE PREVENTION ET REponses AUX RISQUES LIES AUX VBG, EAS/HS DANS LE CADRE DU PROJET TRANSFORME PHASE I POOL-EST

Août 2025



MINISTÈRE
DE L'ENTREPRENEURIAT
ET DÉVELOPPEMENT
DES PME

PARTENARIAT



ID	Désignation	Description
1	Titre du projet	Projet d'Autonomisation des femmes entrepreneurs et mise à niveau des PME pour la Transformation Economique et l'Emploi « TRANSFORME /RDC »
2	Mission	Prévention et Réponses aux risques liés aux violences basées sur le Genre, l'Exploitation et Abus Sexuel, Harcèlement sexuel (VBG, EAS/HS)
3	Source de Financement	DON IDA- E0280 -ZR ET CREDIT IDA- 71010-ZR
4	Type du Contrat	Contrat à Rémunération Forfaitaire
5	Pays	République Démocratique du Congo
6	Province	Province du Nord Kivu, Sud Kivu et Ituri
7	Ville Couverte par le Projet	Ville de Bunia, Goma et Bukavu
8	Partenaire de mise en œuvre	Caritas Développement Diocèse de Goma (CADEGO)
9	Responsable 1 (Noms et coordonnées)	Abbé Pierre KAMANI LOKELEKA Directeur de la CADEGO E-mail : caritas@caritasdegoma.org et Téléphone : +243 997736455
10	Responsable 2 (Noms et coordonnées)	Madame José KIKA Cheffe de mission E-mail : jofaila34@gmail.com Téléphones : +243 824852045, +243 971927005
11	Responsable 3 (Noms et coordonnées)	Monsieur Gilbert DEGHO Coordonnateur CDJP E-mail : gilbertdhego@gmail.com Téléphone : +243 998625509 ; 853357664
12	Montant global	215 150,47 \$
13	Montant décaissé (période rapportée)	\$
14	Période	Du 11 Juillet 2024 au 30 Août 2025

TABLE DE MATIERES

TABLE DE MATIERES	
SIGLES ET ABREVIATIONS	
1.NOTE AU PROJET	
I.Généralités	
Résultats obtenus pendant la période	
Description et analyse des résultats du processus par volet.....	
Volet mobcom et CCC	
Volet psychosocial et santé mentale.....	
Mise en œuvre des outils de sauvegarde environnementale et sociale et le MGP	
Volet assistance juridique et judiciaire	
Participation aux réunions de coordination et des groupes thématiques	
Organisation de gestion	
Coordination :	
Suivi et évaluation :	
Difficultés rencontrées.....	
Conclusion et recommandations.....	

N° Tableau	Titres	N° de page
1	<u>Table de matières</u>	3
2	<u>Sigles et Abréviations</u>	5- 6
3	<u>Note au Rapport du projet</u>	7-9
4	<u>Généralités</u>	11-16
5	<u>Résultats obtenus pendant la période</u>	17-23
7	<u>Tableau N° 2 : Présentation des activités réalisées et résultats par volet</u>	24-29
8	<u>Tableau N° 4 : Taux de réalisation physique par rapport aux résultats globaux du Projet.</u>	30-31
9	<u>Tableau N° 4 : Taux de réalisation physique par rapport aux résultats globaux du Projet.</u>	32-36
10	<u>Description et analyse des résultats du processus par volet</u>	37-42
11	<u>Volet Psychosocial et santé mentale</u>	43-44
12	<u>Appui aux MGP</u>	45-47
13	<u>Suivi et Evaluation</u>	48
14	<u>Assistance juridique et judiciaire</u>	49- 50
15	<u>Impacts des actions menées</u>	50-54
16	<u>Rapprochement et consommation du budget</u>	55
17	<u>Observations générales et Difficultés rencontrées</u>	56-57
18	<u>Conclusion</u>	57
19	<u>Tableau des recommandations</u>	

SIGLES ET ABREVIATIONS

AGR	Activité Génératrice des Revenus
AUDI OPS	Auditorat supérieur près la cour militaire opérationnelle
AUDISUPMIL	Auditorat supérieur près la cour militaire
AUDITMG	Auditorat près le tribunal militaire de garnison
AVEC	Association Villageoise d'Epargne et de Crédit
APS	Agent Psychosocial
AVEC	Association Villageoise d'Epargne et de Crédit
AS	Aire de santé
BCZS	Bureau Central de Zone de Santé
BM	Banque Mondiale
CAC	Cellule de Communication Communautaire
CADEGO	Caritas Développement Diocèse de Goma
CCC	Communication pour le Changement de Comportement
CDJP	Commission Diocésaine Justice et Paix
CGP	Comité de Gestion des Plaintes
CJ	Clinique Juridique
CH	Centre Hospitalier
CS	Centre de santé
CSR	Centre de santé de référence
DPS	Division Provinciale de la Santé
DIVIGENRE	Division du Genre
DIVAS	Division des Affaires Sociales
EAS	Abus et Exploitation sexuelle
F	Femme
FOSA	Formation Sanitaire
H	Homme
HS	Harcèlement sexuel
HGR	Hôpital général de Référence
HGRB	Hôpital général de Référence de Bunia
HGR-R	Hôpital général de Référence de Rwampara
IDA	Association Internationale de Développement
IDPs/ PDI	Personnes déplacées internes
IT	Infirmier titulaire
IMF	Institution de microfinance
MCZ	Médecin Chef de Zone
MGP	Mécanisme de Gestion des Plaintes
MOBICOM	Mobilisateur Communautaire
NES	Nouvelles normes environnementales et sociales de la Banque
OBC	Organisation à Base Communautaire
OMS	Organisation Mondiale de la Santé
ONG	Organisation non gouvernementale
OPJ	Officier de Police Judiciaire
OSC	Organisation de la société civile

PF	Points Focaux
PME	Petite et Moyenne Entreprise
PNC	Police Nationale Congolaise
PSPEF	Police Spéciale de la Protection de l'Enfant et de la Femme
PG	Parquet général
PGI	Parquet près le tribunal de grande instance
PNC	Police nationale congolaise
PPTRIPAIX	Parquet près le tribunal de paix
PVHA	Personne vivant avec handicap
PV	Procès-verbal
PVES	Police de Protection de l'Enfant et Prévention contre les Violences
RECO	Relais Communautaires
RC	Registre civil
RCA	Registre civil d'appel
RCE	Registre civil d'enfant en conflit avec la loi
RD	Registre de divorce
RECL	Registre de l'enfant en conflit avec la loi
RMP	Registre du ministère public
ROI	Règlement d'ordre intérieur
RP	Registre pénal
RPA	Registre pénal d'appel
SVBG	Survivante.es des Violences Basées sur le Genre
TGI	Tribunal de grande instance
TMG	Tribunal militaire de garnison
TRIPAIX	Tribunal de paix
UCP	Unité de Coordination du Projet
VBG	Violences Basées sur le Genre
ZS	Zone de Santé
ZSB	Zone de santé de Bunia
ZSR	Zone de santé de Rwampara

1.NOTE AU PROJET

Le présent rapport du Projet est préparé par **l'équipe des experts de la CARITAS DEVELOPPEMENT GOMA, sous le guide de la Cheffe de Mission et de la Coordination**, conformément aux dispositions de la DP, section **CGC 42.2**, paragraphe **6**, **l'article 5.1.4 alinéa 5 du** (Procès-verbal des négociations du contrat relatif aux services des ONG chargées de la mise en œuvre des activités de Prévention et Réponse à la violence Basée sur le genre (VBG) /exploitations et abus sexuels/Harcèlement sexuel (EAS/HS) « **Lot 3 : Pool Est** » du Projet **N° DP N°ZR-TRANSFORME-395626-CS-CQS** signé le **11 Juillet 2024** et l'Accord portant Avenant N° 1 au contrat **n° ZR-TRANSFORME-395626-CS-CQS** ; signé en Juin **2025**, entre l'Unité de Coordination du projet (UCP- TRANSFORME) et **la Caritas Développement Goma (CADEGO)** et mis en vigueur respectivement le **11 Juillet 2024 et le 11 Juin 2025**.

Ce rapport constitue le rapport final de la première phase du Projet après la mise en vigueur et couvre la période allant du **11 Juillet 2024 au 30 Aout 2025**. Il présente les éléments cumulés essentiels de l'avancement de la mise en œuvre du Projet à sa première phase qui se clôture ce **30 Aout 2025**.

Les activités suivantes par volet ont été mises en œuvre durant cette phase pour le compte du Projet :

- 1) Une note de cadrage assortie d'un planning opérationnel des activités ;
- 2) Le recrutement du personnel (3 officiers chargés de la Mobilisation communautaire et CCC, 3 officiers chargés de Psychosocial et santé mentale, 3 défenseurs judiciaires, 3 cleaners) dans les 3 villes concernées par le projet (Goma, Bukavu et Bunia) ;
- 3) La mise en place des 2 antennes (Bukavu et Bunia) ;
- 4) La tenue des ateliers d'induction de 15 staffs à Goma, 6 staffs à Bukavu et 6 staffs à Bunia ;
- 5) Participation aux séances de formation/capacitation des staffs terrain du projet sur l'approche gestion des espaces sûrs communautaires pour les femmes et filles, gestion des cas et santé mentale, mobilisation et engagement communautaire pour le changement de comportement ;
- 6) Tenue des réunions d'information/ lancement officiel sur le projet (ses objectifs, sa logique d'intervention, le mécanisme de redevabilité mis en place, etc.) avec les autorités locales, MCZ, infirmiers titulaires, comités de santé, leaders communautaires, autorités coutumières, politico-administratives et différentes corporations ;
- 7) Effectuer une mission de l'identification et la sélection des structures et dynamiques communautaires constituées de 20 espaces sûrs communautaires pour les femmes et filles (7 espaces sûrs à Goma, 7 à Bunia et 6 à Bukavu), 40 points focaux dont 14 à Goma, 14 à Bunia et 12 à Bukavu, 60 sensibilisateurs communautaires (21 à Goma, 21 à Bunia et 18 à Bukavu à raison de 3 sensibilisateurs par pools/ point chauds) ;
- 8) Identification et sélection de 40 points chauds (14 points chauds à Goma, 14 à Bunia et 12 à Bukavu) ;
- 9) Réaliser les séances d'information et communication auprès des 20 espaces sûrs et 20 pools des sensibilisateurs communautaires qui ont été identifiées et retenues pour la mise en œuvre du projet de manière générale ;
- 10) Organiser une session de briefing en faveur des enquêteurs pour la collecte des données à travers KOBO-Collecte et autres outils digital ;
- 11) Accompagner techniquement les enquêteurs dans la collecte des données VBG, EAS/HS ;
- 12) Organiser les audits des sécurités en rapport avec les violences basées sur le genre, Abus et exploitation sexuel, Harcèlement sexuel (VBG, EAS/HS) ; touchant au moins 960 personnes dans les 3 villes concernées par le Projet ;

- 13) Organiser 3 sessions de briefing touchant 200 cadres de base et acteurs communautaires pour l'élaboration des plans d'atténuation/ mitigation dans leurs entités respectives,
- 14) 40 plans de mitigation/ d'atténuation élaboré par les cadres des bases et acteurs communautaires de premières lignes (14 à Bunia, 0 à Goma, et 0 à Bukavu) ;
- 15) Appui financier à la mise en œuvre de 14 plans d'atténuations de 14 points chauds sélectionnés de Bunia,
- 16) Elaborer et mettre en place un plan de communication adapté au contexte VBG, EAS/HS incluant les stratégies de communication ;
- 17) Production du Rapport de la cartographie des fournisseurs des services de prévention et de réponse aux VBG de la ville de Bunia et de Goma ;
- 18) Identifier les besoins en renforcement des capacités des points focaux et gestionnaires des espaces sûrs, sensibilisateurs communautaires et autres acteurs communautaires de premières lignes dont (28 points focaux/ gestionnaires des espaces sûrs communautaires pour les femmes et filles (ville de Goma et Bunia), 42 sensibilisateurs communautaires (ville de Goma et Bunia), 140 acteurs communautaires membres des comités d'éveil communautaire (70 à Goma et 70 à Bunia) ;
- 19) Elaborer et mettre en œuvre des plans de renforcement de leurs capacités ;
- 20) Assurer le renforcement des capacités de 42 sensibilisateurs communautaires (21 à Goma et 21 à Bunia) sur différents thèmes des l'EIC, le CCC, l'engagement communautaire, le circuit de référencement, les outils de communication, la technique de communication et autres thèmes transversaux ;
- 21) Assurer le renforcement des capacités de 28 points focaux/gestionnaires des espaces sûrs communautaires pour les femmes et filles (14 à Goma et 14 à Bunia) sur la prise en charge psychosociale, la gestion des cas des VBG et appui psychosocial, le mécanisme de référencement, la gestion des outils GBV-IMS, avec un accent mis sur les abus et exploitation sexuelle, le mécanisme de gestion des plaintes ;
- 22) Contre signer le Protocole de collaboration, de réponse et référencement pour la prise en charge médicale des survivantes entre les zones de santé (ZS de Karisimbi, Goma et Nyiragongo) dans la ville de Goma et (Zone de santé de Bunia et Rwampara) dans la ville de Bunia ;
- 23) Concevoir les outils de collecte des données et de rapportage ainsi que des modules de formation en faveur des acteurs communautaires de mise en œuvre du projet ;
- 24) La conception et l'actualisation (mise à jour et validation par TRANSFORME) des modules de formations et autres outils ;
- 25) Organisation d'un atelier d'harmonisation des outils de collecte et de rapportage ainsi que des modules de formations, du plan des formations et des indicateurs du projet ;
- 26) Paiement des frais de fonctionnement des 7 espaces sûrs communautaires et de frais de transport de 14 PF/ gestionnaire des espaces sûrs de la ville de Bunia ;
- 27) Paiement de frais de motivation de 21 sensibilisateurs communautaires de la ville de Bunia ;
- 28) Accompagnement des Points focaux dans la prise en charge des survivantes/survivants des VBG, EAS/HS de la ville de Bunia ;
- 29) Supervisions cliniques des prestataires des services de premières lignes ;
- 30) Supervisions des activités sur terrain, collecte de données et évaluations de prestataires de service auprès des survivant.e.s. s des VBG par les staffs de terrain ;
- 31) Production des supports de communications (boîtes à images, dépliants, affiches, porte documents, ...)
- 32) Production et installation de 3 panneaux publicitaires dans 3 sites/ places publiques de Bunia (1 installé au stade OPPO, 1 vers l'aéroport et 1 au marché central de Bunia) ;
- 33) Production et Fixation de 14 panneaux de visibilité dans différents points chauds de la ville de Bunia ;

- 34) Organisation des missions de suivi, supervision formative et coaching auprès des PF/ gestionnaires des espaces sûrs communautaires, maisons d'écoute et PF, sensibilisateurs communautaires, ... ;
- 35) La supervision et l'accompagnement technique des activités réalisées par les gestionnaires des espaces sûrs au niveau des communautés ;
- 36) Dotation des petits matériels des communications aux sensibilisateurs communautaires pour faciliter la tenue des séances de sensibilisation dans différents points chauds et place stratégique de Bunia (Méga phones, batterie, Choisisbles pour la visibilité,) pour prévenir les risques liés aux VBG, EAS/HS, ...
- 37) Le suivi des mécanismes de collaboration entre points focaux, mobilisateurs communautaires, défenseurs judiciaires, les FOSA et les HGR impliqués dans la prise en charge médicale des survivants des VBG, EAS/HS dans le cadre du Projet ;
- 38) La collecte des données de routine de Système de gestion d'information " SIG" ;
- 39) Accompagnement technique (supervision, suivi et coaching) des pools des sensibilisateurs communautaires dans la mise en œuvre de leurs plans de renforcement des capacités ;
- 40) Organisation des séances d'échange d'expérience entre les pools des sensibilisateurs communautaires ;
- 41) Organisation des réunions des mécanismes de coordination entre les gestionnaires des espaces sûrs communautaires, les sensibilisateurs communautaires et les autres parties prenantes au projet et le suivi-évaluation des plans d'activités trimestrielles ;
- 42) Tenue des séances de sensibilisation directe et participative sur la prévention et lutte contre les VBG, EAS/HS dans les 3 communes de la ville de Bunia ;
- 43) Production des émissions radio sur la prévention et réponses aux risques liés aux VBG, EAS/HS et autres thèmes transversaux ;
- 44) Accompagnements techniques des 3 comités du mécanisme de gestion des plaintes de la ville de Bunia mises en place par l'UCP TRANSFORME ;
- 45) Organisation de la formation (briefing) des membres des 3 CGP de Bunia ;
- 46) Organisation des missions de suivi et évaluation des activités sur le terrain ;
- 47) Participation active aux réunions mensuelles de coordination du projet organiser par TRANSFORME ;
- 48) Participation aux réunions tenues par TRANSFORME et autres réunions thématiques provinciales organisées par d'autres partenaires techniques, (sous cluster VBG, DIVIGENRE Bunia) ;
- 49) Produire le Rapport de production des supports des communications (Banderoles, t-shirts, dépliants, émissions radio, boîtes à images, etc.) de sensibilisation et formation adaptés au contexte ;
- 50) Produire les Rapports de formation des points focaux et gestionnaire des espaces surs communautaires pour la prévention et réponses aux cas des VBG/EAS/HS dans les communautés riveraines de la zone d'exécution du projet ;
- 51) Production des Rapports synthèses sur les consultations communautaires mettant en évidence les thèmes clés et les risques critiques identifiés lors des différentes réunions ;
- 52) Production des rapports des séances de sensibilisation des communautés bénéficiaires et riveraines au projet sur les questions de VBG/EAS/HS et la diffusion du code de conduite aux travailleurs embauchés par d'autres firmes de mises en œuvre du projet TRANSFORME ainsi que le plan d'aménagement VBG/EAS/HS destinées à tous les personnels du projet ;
- 53) Production des rapports trimestriels des risques de VBG/EAS/HS liés au projet et la proposition des mesures d'atténuation à l'UCP TRANSFORME ;
- 54) Production de Rapport d'appui au MGP du projet de la ville de Bunia ;
- 55) Production des Rapports mensuels donnant la synthèse des activités menées et les résultats obtenus par rapport aux indicateurs mis en place y compris le rapport de prise en charge

holistique des survivantes (pour les projets à risque élevé ou substantiel) et orientation vers les services appropriés de prises en charge ;

56) Production des différents livrables/ rapports mensuels, trimestriels et finals.

Ce rapport donne ainsi en détail les réalisations du Projet pour sa période de sa mise œuvre au regard des indicateurs du cadre des résultats ainsi que les principales contraintes et succès rencontrés durant cette période. Il sied de signaler que, compte tenu de la situation sécuritaire et humanitaire, les activités ont été suspendues depuis début Février 2025 dans les deux villes (Goma et Bukavu) sous contrôle du mouvement militaire AFC/ M23 amenant à concentrer les activités dans la seule ville de Bunia.

Cheffe de mission Projet TRANSFORME- Pool Est

Mme José KIKA NYAMAMBICHI

I. GENERALITES

1. Présentation du contexte de la zone d'intervention

1.1. Introduction

Durant la période de cette phase du projet sous rapportage, la situation sécuritaire a été volatile dans presque les 3 villes couvertes par le projet et caractérisée par l'activisme, les infiltrations et attaques des groupes armés entraînant des mouvements des populations. Toutes les 3 villes ont été victimes de cet activisme des groupes armés dont 2 (Goma et Bukavu) sont sous contrôle de l'AFC/M23, la ville de Bunia reste sous contrôle gouvernemental mais avec des cas d'incursion, des assassinats ciblés et des cas de tueries et une ville d'accueils des populations déplacées fuyant les atrocités des groupes armés dans différents villages et territoires de l'Ituri. Les attaques de la milice CODECO et le FRPI contre les civils impactent sur toutes les activités et aspects de la vie active de la population. Ce qui a déclenché la coupure des tronçons routiers facilitant les échanges commerciaux et l'accessibilité des humanitaires dans certaines zones.

Ce rapport de la mise en œuvre des activités de Prévention et Réponses aux risques liés aux VBG, EAS/HS dans le cadre du Projet TRANSFORME mises en œuvre par la CARITAS DEVELOPPEMENT GOMA décrit les résultats escomptés et le niveau d'atteinte des objectifs et indicateurs assignés.

Ce rapport est le résultat des activités réalisées pendant la durée du projet dans la zone d'intervention et présente d'une manière détaillée les défis ainsi que les recommandations aux quels le projet a fait face.

La prévention et réponses aux risques liés aux VBG, EAS/HS dans le cadre du projet TRANSFORME a été un ouf de soulagement à la population de Bunia en générale et plus particulièrement aux femmes et filles survivant.e.s des VBG qui n'avait plus des informations en rapport avec le circuit de référencement et sur les services disponibles de prises en charge après la rupture et fermetures des projets ainsi que des partenaires financiers qui intervenaient dans ce domaine.

Les activités des préventions des incidents des VBG, EAS/HS grâce aux référencements faciles à travers une cartographie des services de prise en charge psychosociale & santé mentale (référencement rapide des survivant.e.s) selon le paquet disponible (Médical, Psychosocial et santé mentale, juridique). Le paquet d'une prise en charge pour la réinsertion socio-économique des survivants n'est pas pris en charge dans le ce projet. A travers les séances des sensibilisations directes et participatives des communautés, certains cas des VBG, EAS/HS ont été identifiés, documentés et référés aux services disponibles pour une prise en charge appropriée. Les bénéficiaires directes sélectionnées par les activités de COPA et de Soutien aux femmes qui s'élèvent à 4706 femmes et filles bénéficient directement ou indirectement des séances de sensibilisations à travers différents canaux de communication qui ont été mis en place par la CARITAS.

1.2. Présentation du contexte général dans les zones d'interventions

1.2.1. Aperçue sécuritaire de la ville de Goma et Bukavu

La situation sécuritaire de la ville de Goma et Bukavu, mettant en lumière les défis croissants auxquels sont confrontées les populations de ces deux villes. Dans un contexte marqué par l'occupation de ces 2 villes par le l'AFC/ M23, l'activisme des groupes armés et une insécurité généralisée mettant en péril les efforts précédents consentis par TRANSFORME pour promouvoir l'économie et les entreprises féminines.

Il est essentiel de reconnaître que malgré l'occupation de ces dernières par les rebelles la femme reste au centre de la survie de ménage et de l'économie de toute la famille. La persistance des groupes armés et des conflits armés continue de menacer la sécurité et la paix des habitants et surtout de la femme et la jeune fille. L'occupation des villes de Goma et Bukavu par le M23 et la prolifération de nouveaux groupes armés aux alentours des villes soulignent la complexité du paysage sécuritaire et la nécessité d'une réponse globale et durable pour mettre fin à l'instabilité régionale.

En conclusion, la situation sécuritaire à Bukavu et Goma requiert une action immédiate et concertée, impliquant non seulement les autorités congolaises mais aussi la communauté internationale. Il est impératif de renforcer les mécanismes de protection des civils, de promouvoir le respect des droits de l'homme et de poursuivre les efforts de désarmement et de réintégration des combattants pour garantir la sécurité et la stabilité à long terme dans la région et ainsi favoriser le climat d'affaire en faveur des femmes et filles entrepreneurs qui avaient été sélectionnées par le COPA dans le cadre du projet TRANSFORME

a) Sur le plan humanitaire

La recrudescence des violences dans la ville de Goma et Bukavu a mis en péril les efforts, impactant directement le déploiement de l'assistance humanitaire et efforts d'autres partenaires. Le Pillage des infrastructures humanitaires constituant un frein à l'aide médicale. Ces incidents dépassent largement la simple perte matérielle. Il entraîne une pénurie de médicaments essentiels, perturbe les chaînes d'approvisionnement et expose les populations à des risques sanitaires accumulés.

Risques sanitaires majeurs

La destruction des infrastructures de santé et la précarité des conditions de vie exposent la population à plusieurs risques sanitaires :

- **Propagation des maladies infectieuses :**
- **Traumatismes psychologiques :** Les violences et pertes des vies humaines (plus de 10 000 décès recensés) ont un impact durable sur la santé mentale des survivants, nécessitant un soutien psychologique souvent inexistant dans les contextes de conflit.
- **Surcharge des services de santé :** Face à l'afflux de blessés, les centres de santé déjà fragilisés peinent à répondre aux besoins urgents.

b) Sur le plan sanitaire :

Les cas de maladie d'origine hydrique et des mains sales (cholera) sont identifiés dans les 2 villes (Goma et Bukavu) et les cas des victimes d'épidémies M-Pox sont identifiés dans

certaines formation sanitaire. Certaines FOSA sont à rupture des médicaments avec conséquences direct sur la prise en charge des patients présentant certains signes avec risque d'observer des cas de contamination en grande échelle dans les jours à venir.

c) Sur le plan économique

La fermeture des banques et agences de microfinances impactent négativement sur toutes les activités et rend la vie des femmes très complexe. Certains entrepreneurs qui font des transactions monétaires organisent le service minimum par crainte de la situation sécuritaire volatile dans les villes, et ne sont pas à la hauteur de fournir le service pour répondre aux besoins minimums des demandeurs. Le manque des capitaux pour les grands et petits commerçants, la rareté des devises et difficultés d'effectuer les opérations financières jouent sur l'économie et le panier de la ménagère. Les activités économiques sont affectées d'une manière ou d'une autre, causant ainsi la fermeture des nouvelles et anciennes entreprises des femmes et filles qui avaient de projection d'émergence. Les activités commerciales et professionnelles fonctionnent difficilement affectant une grande partie des personnes exerçant des petites activités commerciales, professionnelles qui restent la cible aux vols, pillages, extorsion suivie des cas d'assassinats ou meurtres en cas de résistance de la part des hommes armés impactant directement sur le panier de la ménagère. Les femmes et filles entrepreneurs sont exposés aux risques des VBG multiforme, aux EAS et HS dans l'exercice de leurs tâches quotidiennes.

1.2.2. Aperçu Générale de la Ville de Bunia

a) Sur le plan sécuritaire

La situation sécuritaire reste relativement calme dans les différentes communes de la ville de Bunia, malgré la présence des camps des déplacés qui accueillent du jour au jour les déplacés en provenance des différentes zones et territoires à cause de l'insécurité persistantes, les guerres entre différentes fractions des groupes armés d'une part et la présence des terroristes ADF dans différents axes d'autre part. Les récents affrontements entre les FARDC et les groupes armés FRPI de Thomas LUBANGA et des milices locales CODECO et l'armée Ougandaise (UPDF) ont provoqué des nouvelles vagues de mouvements des populations plus particulièrement dans le territoire de DJUGU et IRUMU en proie de l'insécurité et attaque des hommes armés amenant le déversement de la population vers la ville de Bunia ciblée par le projet avec risques probables d'une hausse des cas des VBG, EAS/HS sur le plan général et avec comme répercussions directes au cible direct du projet.

Selon les autorités locales, plus de 20 000 ménages déplacés et plus de 30 000 personnes retournées vivent dans 15 aires de santé de la Zone de santé de Bunia et RWAMPARA et ont besoin d'assistance humanitaire. Les mouvements des populations restent fréquents suite à l'insécurité causée par les hommes armés CODECO, ZAIRE, MAI MAI CHINI YA KILIMA, Groupe armé TUNA et les autres qui déstabilisent les populations civiles. Les cas d'incursion des hommes armés, les assassinats ciblés, les meurtres en répétition ont été enregistrés ces derniers temps dans différents places publiques de la ville, affectant la circulation de biens et limitant l'accès au service essentiels.

Il est essentiel de reconnaître que malgré l'état de siège en vigueur depuis trois ans dans ces provinces, la persistance des groupes armés et des conflits armés continue de menacer la sécurité et la paix des habitants. La résurgence du M23 et la prolifération de nouveaux groupes armés soulignent la complexité du paysage sécuritaire et la nécessité d'une réponse globale et durable pour mettre fin à l'instabilité régionale pour bien entreprendre les activités visant l'autonomisation et la promotion de la femme et la jeune fille à travers le projet d'espoir initié par TRANSFORME.

b) Sur le plan Humanitaire

La situation humanitaire reste préoccupante dans la ville de Bunia et ses environs suite à l'impraticabilité des routes des dessertes agricoles et la présence des coupeurs des routes sur presque tous les axes de ravitaillement qui rend la vie des populations difficiles. Hormis l'ONG internationale INTERSOS qui intervient dans la malnutrition aiguë modérée en partenariat avec le Programme Alimentaire Mondial (PAM), aucun autre secteur n'est couvert. La mobilisation des partenaires pour organiser des évaluations rapides multisectorielle dans la zone s'avère donc indispensable.

La zone connaît des mouvements réguliers des populations, les déplacés viennent des différents territoires plus particulièrement du territoire de Djugu et la grande partie sont soit dans les camps des déplacés ou dans les familles d'accueils avec promiscuité sous des conditions très précaires. Certains déplacés ont bénéficié d'une assistance humanitaire en cash pouvant leur permettre de s'approvisionner en vivres et non vivres et autres articles ménagers essentiels ; tandis que les autres IDPs n'ont pas encore reçu l'assistance et les camps des IDPs de KIGONZE, ISP1 et 2 ne reçoivent plus d'assistance pendant plus de 8 mois.

c) Sur le plan sanitaire et psychosocial :

La prise en charge médicale des survivantes des VBG cause encore problème dans certaines formation sanitaire de la place. La grande partie des partenaires qui appuyer les FOSA bénéficié des fonds de USAID et depuis la dissolution de cette organisation Américaine, les partenaires ont du mal à se positionner par manque des financements. L'ONG national SOFEPADI qui assurait la prise en charge holistique des survivants n'a plus des paquets de prise en charge, il ne livre que le service minimum selon les moyens à leur disposition et ne parviennent plus à couvrir les besoins des survivants des VBG comme était le cas à l'époque. Les espaces sûrs mises en place par la CARITAS à travers le projet TRANSFORME vient suppléer au besoin pressant des survivants des VBG, EAS/HS mais ne sera pas à mesure de couvrir vue les besoins et les difficultés énormes. Les populations déplacées bénéficient de soins médicaux dans certaines structures soutenues par les organisations humanitaires.

d) Sur le plan Socio-économique

Le cout de vie dans la ville de Bunia est devenu cher comparativement aux années précédentes suite à plusieurs facteurs dues à :

- Mauvais état des routes des dessertes agricoles ne facilitant pas accès dans des zones rurales pour ravitailler la ville en vivre et non vivre ;
- La présence des groupes armés locaux et étrangers dans les différents territoires de la Province de l'Ituri ;

- L'exploitation des carrières minières gérées en grande partie par les seigneurs de guerre et groupes armés locaux et étrangers ;
- La rareté des produits de premières nécessités occasionnant une montée flamboyante des prix sur le marché avec une population à faible revenu familial.
- L'absence des entrepreneurs pour initier des petites activités entrepreneuriales pouvant soulager la population à travers la production et transformation des produits à l'échelle locale ou provinciale,
- Insécurité persistante dans presque tous les territoires de la Province,
- Les conflits interethniques qui ont longtemps perduré ; ...

En bref, tenant compte de la détérioration de la situation sécuritaire dans la province de l'Ituri plus particulièrement dans la ville de Bunia sous état de siège pendant plus de 3 ans, les menaces pèsent encore sur les populations civiles et l'avancée du groupe rebelle FRPI de Thomas LUBANGA dans la conquête des localités environnantes de la ville de Bunia perturbent d'avantage la situation sur tous les plans et domaines de la vie, la présence des rebelles et membres des différents groupes armés aux alentours de la ville, constituent un défi majeur à la restauration de l'autorité de l'Etat et un blocage à l'épanouissement de la femme et la jeune fille en particulier et de toute la communauté en générale.

e) Sur le plan d'accessibilité dans les zones de santé concernées par les activités

L'accessibilité sécurisée dans la plupart des aires de santé de 2 ZS du projet (ZS de Bunia et Rwampara). Dans une certaine mesure, suite au contexte sécuritaire volatile, l'avis du service de sécurité est toujours sollicité avant tout mouvement sur terrain, même si son avis ne garantit pas contre les aléas sécuritaires surtout dans les AS de la ZS de RWAMPARA.

Actuellement, une accessibilité acceptable de 90 % peut être évaluée dans l'ensemble des AS couvertes par le projet TRANSFORME ; L'accessibilité interne des bénéficiaires vis-à-vis ne pose pas problème étant donné que l'approche de la mise en œuvre des services est communautaire. Les prestataires des services sont bien connus et accessibles par les bénéficiaires. Le circuit de référencement a été vulgarisé par les sensibilisateurs communautaires et connu dans la communauté, malgré les contraintes auxquelles les FOSA sont confrontées.

e) Sur le plan de l'administration de la justice

Le contexte judiciaire a été dominé par l'état de siège décrété par l'ordonnance présidentielle du 03 mai 2021 suite à l'insécurité grandissante dans les provinces du Nord Kivu et de l'Ituri. Cet état de siège a pour conséquence, le transfert de compétences pénales des juridictions civiles aux juridictions militaires.

Dans la pratique, le constat est amer, l'ordonnance décrétant l'état de siège avait été mal interprétée par les autorités judiciaires civiles en intimant verbalement aux chefs des juridictions, la cessation de toutes les activités judiciaires. Mais la situation s'est un peu améliorée. Il s'observe aussi une lenteur criante dans l'instruction des cas des VBG, EAS/HS devant les offices et juridictions militaires des cas transférés par les offices civils (parquets civils) et de nouveaux cas commis pendant l'état de siège qui sont transférés par

les OPJ d'autres juridictions suite au nombre insuffisant des magistrats militaires debout et assis.

Il n'y a pas d'évolution des dossiers, mettant ainsi les survivant.es des violences basées sur le genre en difficulté de recouvrer leurs droits. Ainsi, les livrables du projet, particulièrement la clôture des dossiers par les prononcés des jugements, sont affectés par cette lenteur. Le groupement a mené des actions de plaidoyer auprès des chefs d'office afin de réquisitionner les magistrats civils pour faciliter la célérité dans le traitement des dossiers.

Le contexte sécuritaire fragile et les difficultés liées à l'obtention des fonds ne facilite pas à nos défenseurs judiciaire de bien suivre l'évolution des dossiers auprès des instances juridiques et judiciaires malgré le référencement des cas de VBG,EAS/HS non lié au projet, d'autres cas des VBG,EAS/HS sont identifiés en dehors de la logique d'intervention et sont documentés par nos acteurs communautaires et référés, mais ils sont conduit à la non-finalisation, laissant certaines survivantes des VBG sans décision judiciaire de leurs dossiers en cours et certaines d'autres en soif de justice. Des audiences foraines qui pouvaient permettre de le faire de manière rapide n'ont pas pris en charge par le projet.

2. Résultats Obtenus pendant la période

2.1. Introduction

La Caritas Développement Goma a mis en œuvre du 11 Juillet 2024 au 30 Aout 2025, la première phase des activités de la Prévention et Réponse aux risques liés aux VBG, EAS/HS dans 3 villes du Pool-EST regroupant la ville de Goma, Bunia et Bukavu Province du la province Nord-Kivu, Sud Kivu et Ituri.

Dans la mise en œuvre des activités de ce projet, il convient de souligner que cette phase visait :

- (1) De soutenir la mise en œuvre d'un ensemble intègre d'activités de prévention des risques liés aux VBG, EAS/HS et d'assistance ciblée aux survivantes au niveau communautaire avec un investissement considérable dans la sensibilisation et la communication pour le changement de comportement à l'échelle individuelle, interpersonnelle et communautaire ;
- (2) Renforcer l'offre des services au niveau communautaire et l'existence des espaces sûrs pour les femmes et filles afin qu'elles aient accès, d'une manière sécurisée et confidentielle, aux informations et à une réponse holistique leur permettant de réagir aux incidents de VBG, EAS/HS, d'accéder aux soins spécialisés et de recouvrir le contrôle de leur vie.

Une bonne partie de ces fonds a été utilisée pour financer l'offre des services de prévention à travers la mise en place des certains outils de communication, organisations des séances de sensibilisations à travers différents canaux de communication dans les différentes communes de la ville de Bunia, des services psychosociaux de base gratuits, un appui à la mise en œuvre des plans de mitigation communautaire avec un impact remarquables au niveau de la base un appui et renforcement des individus et des groupes faisant partie des dynamiques communautaires utilisées comme levier de prévention et de lutte contre la violence basée sur le genre, l'Exploitation et Abus sexuel, Harcèlement sexuel (VBG,EAS/HS).

En outre, le projet a appuyé un volume important des activités visant les changements positifs des comportements, des perceptions et des attitudes notamment chez les femmes et filles entrepreneurs, hommes et garçons afin d'améliorer la sécurité des femmes et filles contre la violence sexiste, à travers la réduction des risques d'occurrence et de récurrence de la violence dans le monde professionnel et entrepreneurial.

2.2. Description sommaire des résultats obtenus par indicateur

Durant la mise en œuvre du projet, la CARITAS GOMA) a :

- (1) Renforcé les capacités techniques et institutionnelles des 7 espaces sûr communautaires pour les femmes et filles ainsi que les capacités des autres dynamiques communautaires dont **28 PF/** gestionnaires des espaces sûrs communautaires dont 14 PF/APS dans la ville de Goma et 14 APS/PF dans la ville de

Bunia, **14 pools** des sensibilisateurs communautaires (soit un total de 42 sensibilisateurs communautaires dont 21 dans la ville de Bunia et 21 dans la ville de Goma) ; 70 acteurs communautaires constituant les comités d'éveil communautaire répartis dans 14 points chauds sélectionnés de Bunia en guise d'échantillon à raison de 5 membres par comité d'éveil assurant le suivi de proximité des activités de ces structures et dynamiques communautaires afin de garantir une meilleure prestation des services offerts aux survivant.es des VBG ,EAS/HS pour leur prise en charge holistique.

- (2) Soutenu la mise en œuvre d'un ensemble intégré d'activités de prévention des VBG et d'assistance ciblée aux survivantes au niveau communautaire avec un investissement considérable dans la sensibilisation et la communication pour le changement positif de comportement à l'échelle individuelle, interpersonnelle et communautaire.
- (3) Appuyé 14 plans de mitigation/ d'atténuation en faveur des dynamiques communautaires (comité d'éveil communautaire) pour une large diffusion des messages aux membres des communautés de base et aux survivantes des VBG, EAS/HS.
- (4) Renforcé l'offre des services au niveau communautaire et l'existence des 7 espaces sûrs communautaires pour les femmes et filles afin qu'elles aient accès, d'une manière sécurisée et confidentielle, aux informations et à une réponse holistique leur permettant de réagir aux incidents de VBG, EAS/HS d'accéder aux soins spécialisés et de recouvrir le contrôle de leur vie.

Les missions des supervisions formatives, des coachings et de suivi et évaluation ont été assurées par les personnels clés et de terrain selon les cas et un calendrier bien défini. Les données ont été aussi régulièrement collectées et rapportées au rythme mensuel et trimestriel et partagées avec l'UCP TRANSFORME.

Les activités réalisées durant cette phase nous ont permis d'obtenir les résultats suivants :

27379 personnes parmi lesquelles **17183 femmes** (dont **0 PA**) et **9321 hommes** (dont **0 PA**) bénéficiaires directs.es et 144076 **personnes** parmi lesquelles 51663 **femmes** (dont **09 PA**) et **92372 hommes** (dont **2 PA**) bénéficiaires indirects.es ont été touché.es pendant cette phase de la mise en œuvre et sont répartis-es de la manière suivante :

- **# 1** Plan opérationnel/ Chronogramme d'activité produit ;
- **# 1** rapport de cadrage assorti d'un plan opérationnel de mise en œuvre produit ;
- **# 20** Espaces sûrs communautaires pour les femmes et filles sélectionnés (7 à Bunia, 7 à Goma et 6 à Bukavu) ;
- **# 7** Espaces sûrs communautaires pour les femmes et filles de la ville de Bunia accompagnés et fonctionnels durant la phase de mise en œuvre du projet ;
- **# 960** personnes consultées lors des audits de sécurité dont **240** femmes, **240** hommes, **240** jeunes filles et **240** jeunes garçons, dans la ville de Goma, Bunia et Bukavu ;

- # 80 informateurs clés consultés lors des consultations communautaires/ audit de sécurité ;
- # **24** informateurs clés parmi lesquels **19 hommes et 5 femmes** consultées lors de l'identification et sélection des points chauds et formations sanitaires ;
- # **80** focus groups constitués à raison de 12 personnes par focus group lors des consultations communautaires ;
- # **480 personnes parmi lesquelles 240 femmes et 240 filles** soit 50% des bénéficiaires des activités des consultations communautaires consultés,
- # 40 enquêteurs briffés sur la collecte des données VBG, EAS/HS ;
- # **40** Points chauds sélectionnés dont (14 points chauds à Bunia, 14 à Goma et 12 à Bukavu) ;
- # **20** FOSA pour la prise en charge médicale des survivant.e.s. s des VBG, EAS électionnées et partenaires (**7 à Goma, 6 Bukavu et 7 à Bunia**) parmi lesquelles **7 FOSA** de BUNIA opérationnelles ;
- # **7** FOSA appuyées et accompagnées dans la ville de Bunia durant la période de mise en œuvre du projet ;
- # **1** plan stratégique de communication élaboré et mis en œuvre ;
- # **2** Zones de santé (ZS) de Bunia et Rwampara signent le protocole d'accord pour la prise en charge médicale des survivant.e. s des VBG, EAS, **1 radio, 7 espaces** sûrs communautaires pour les femmes et filles signent le protocole de collaboration ;
- # **40** points chauds sélectionnés (14 à Bunia, 14 à Goma et 12 à Bukavu) ;
- # **48** personnes parmi lesquelles **23 Femmes et 25 Hommes** (autorités politico administratives, cadre de base, représentants Fédération des entreprises du Congo (FEC), représentant ces organisations féminines et sous cluster VBG Provinciaux, de la DIVIGENRE, des DPS ; organisations de la société civile) ..., consulté comme informateurs clés lors des consultations communautaires ;
- # **200** personnes consultées parmi lesquelles **123 hommes et 77 femmes** lors des séances de l'identification des points chauds et formations sanitaires à raison de 10 personnes par Aire de santé ciblée ;
- # **50** survivant.es **des** VBG ; EAS/HS parmi lesquelles **34 femmes, 14 filles ,0 PA et 2 hommes, 0 PA** ont bénéficié de la prise en charge psychosocial avec comme porte d'entrée les espaces sûrs communautaires de la ville de Bunia ;
- # **14** cas de viol accompagnés sur plan psychosocial et orienté vers les structures de prise en charge médical, n'ayant pas trait au projet et n'impliquant pas le personnel et/ ou agents des firmes de mises en oeuvre ;
- # **10** cas de viol parmi lesquels **7 filles et 3 femmes** ont bénéficié d'une prise en charge médicale et ils s'étaient présentés dans le délai de moins de 72h et ont bénéficié des kits PEP ;
- # **4** cas de VBG n'ont pas été éligibles au kit PP, ils s'étaient présentés après 72 heures ;
- # 14 prestataires de service fournissant des services aux survivant.e.s VBG, EAS/HS évalués sur les critères de qualité ;
- # **37** membres des communautés parmi lesquels **24 femmes et 13 hommes** ont bénéficié d'un appui conseil et orientations auprès de la défenseur judiciaire affecté au projet ;

- # 3 Survivant.e.s. de VBG ont contactés la défenseure judiciaire affecté au projet pour une prise en charge juridique et judiciaire de leur dossier et ont été orientés vers les instances juridiques ;
- # 3 cas des VBG orientés par la défenseure judiciaire pour instruction en justice ;
- # 21 membres des CGP parmi lesquelles **8 femmes** et **13 hommes** briffés et accompagner techniquement sur le MGP dans la ville de Bunia ;
- # 28 points focaux/ APS (dont 14 à Goma et 14 à Bunia toutes femmes et filles) formés sur la prise en charge psychosociale, la gestion des cas des VBG et appui psychosocial, le mécanisme de référencement, la gestion des outils GBV-IMS, avec un accent mis sur les abus et exploitation sexuelle, le mécanisme de gestion des plaintes ;
- # 42 personnes membres de 14 pools des sensibilisateurs communautaires (21 de Goma et 21 de Bunia) parmi lesquelles **27 femmes** et **15 hommes** formés sur différents thèmes de IEC, CCC, Education communautaire et autres thèmes transversaux) ;
- # 15120 personnes parmi lesquelles **9182 femmes** et **5936 hommes** ont bénéficié des activités de sensibilisation, plaidoyer ou prévention lors des différentes séances organisées dans la ville de Bunia ;
- # 8914 personnes ont bénéficié des activités de sensibilisation directe et participative de petite-échelle (sensibilisation de petits groupes) ;
- # 112 Sensibilisateurs et acteurs communautaires parmi lesquels **49 femmes** et **63 hommes** formés sur différents thèmes de l'IEC et éducation citoyenne ;
- # 14 plans d'atténuation/ mitigation des 14 points chauds sélectionnés mise en œuvre et soutenues par le Projet dans la ville de Bunia ;
- # 91 personnes impliqués dans la mise en œuvre des plans de mitigation/ atténuation communautaire dans la ville de Bunia dont **70** cadres de base membres des comités d'éveil communautaire et **21** membres de 7 Pools de sensibilisateur communautaires, parmi lesquels **53 Hommes** et **38 femmes**) ;
- # 54 013 personnes parmi lesquelles 20208 Femmes et 33792 hommes ont bénéficié indirectement des activités de sensibilisation à travers les différents supports de communication (panneaux publicitaire, affiches, dépliants, ... dans la ville de Bunia ;
- # 90063 soit 10% de la population de la ville de Bunia ont bénéficié des activités de sensibilisation à travers les médias (Radios), sensibilisation de masse, de grands groupes).

2.2.1. Bénéficiaires directs du Projet durant la période sous rapportage

Tableau N° 1 : Synthèse des résultats obtenus des Bénéficiaires Directs et Indirects

IR	Indicateurs	Femmes	Hommes	PA-Femmes	PA-Hommes	AUCUN GENRE SPÉCIFIQUE	Total réalisation
	Bénéficiaires directs	17183	9321	0	0		26504
1.1	# de survivant.e.s de VBG qui accèdent au service de prise en charge, premier point d'entrée clinique juridique	0	0	0	0		0
1.1.1	# de survivant.e.s de VBG qui accèdent au service de prise en charge, premier point d'entrée Espace sûrs communautaires.	48	2	0	0		50
1.1.2	# de bénéficiaires de kits des PF/APS au sein des espaces sûrs communautaires.	14	0	0	0		14
1.1.3	# de bénéficiaires de séances de partage d'expériences organisées	14	0	0	0		14
	# Autorités et cadres de base formés sur le MGP	8	13	0	0		21
1.1.4	# des points focaux/ APS formés sur les différentes formations organisées (PF)	28	0	0	0		28
1.2.	# des femmes et filles entrepreneurs (bénéficiaires directs) touchés par les séances de sensibilisation direct et participative organisées	2099	0	0	0	0	2099
1.2.1	# des émissions radios diffusé et rediffusées sur différents thèmes de prévention et autres thèmes transversaux	48	0	0	0	0	48
1.2.2	# de personnes ayant participé à des activités de sensibilisation, plaidoyer ou prévention lors des différentes séances organisées	9182	5936	0	0		15120
1.2.3	# de personnes ayant participé à des activités de sensibilisation, plaidoyer ou prévention de petite-échelle (sensibilisation de petits groups)	5678	3236	0	0		8914
1.2.4	# de membres de pool des sensibilisateurs communautaires formés sur différentes formations organisées)	27	15	0	0		42
1.2.5	# de ménages bénéficiaires des sessions de sensibilisation de proximité (porte à porte)	1134	0	0	0		1134
1.2.6	# de personnes ayant participé à des activités de sensibilisation à travers les différents supports de communication	20208	33792	2	11		54013

IR	Indicateurs	Femmes	Hommes	PA-Femmes	PA-Hommes	AUCUN GENRE SPÉCIFIQUE	Total réalisation
	(panneaux publicitaire, affiches, dépliants, (indirects)						
1.2.7	# de personnes ayant bénéficié des activités de sensibilisation à travers les médias (Radios, télévision, (bénéficiaires indirects)	31455	58580	0	2		90063
1.2.8	# Sensibilisateurs et acteurs communautaires formés sur différents thèmes de l'IEC et éducation citoyenne	49	63	0	0		112
1.3	# de plaintes collectées	0	0	0	0	0	0
1.3.1	# de plaintes traitées	0	0	0	0	0	0
1.4.1	# Nombre des plans d'atténuation/ mitigation mise en œuvre et soutenues par le Projet	14	0	0	0		14
1.5	# de cas de VBG, EAS/HS qui accèdent aux services multidisciplinaires, défini comme au moins deux des suivants : (médical, psychosocial, sécurité, légal, soutien économique)	48	2	0	0		50
1.5.1	# de cas de viol parmi tous les cas de VBG	14	0	0	0		14
1.5.2	# de cas de viol qui se présente dans le délai de 72h (éligible au Kit PEP)	10	0	0	0		10
1.5.3	# de cas de VBG éligibles qui reçoivent un kit PEP dans le délai de 72h	10	0	0	0		10
1.5.4	# de survivants qui rencontrent régulièrement leur responsable de dossier de VBG, tel que défini par le principe directeur	3	0	0	0		3
1.5.5	# de prestataires de service fournissant des services aux survivant.e.s VBG évalués sur les critères de qualité	14	0	0	0		0
1.6.	# de cas de VBG total ayant fréquentés les cliniques juridiques.	3	0	0	0		3
1.6.1	# de dossiers instruits en justice	3	0	0	0		3
1.6.2	# de jugements obtenus	0	0	0	0		0
1.6.3	# de jugements obtenus avec condamnation	0	0	0	0		0
1.6.4	# de jugements obtenus avec acquittement	0	0	0	0		0

IR	Indicateurs	Femmes	Hommes	PA-Femmes	PA-Hommes	AUCUN GENRE SPÉCIFIQUE	Total réalisation
1.6.5	# de dossiers classés sans suite ou renvoyé vers les juges naturels	0		0	0		0
1.6.7	# de dossiers classés sans suite ou renvoyé vers les juges naturels	0	0	0	0		0
1.6.8	# d'autres Personnes (cas non-VBG) bénéficiaires ayant fréquentés les cliniques juridiques	23	14	0	0		37
1.7	# nombre de certificats médico légaux produits	0	0	0	0		0
1.7.1	# de cas de VBG orientés par les PF/ APS vers les structures de santé (FOSA)	12	0	0	0		12
1.7.2	# de cas de VBG orientés par les PF/ APS vers les cliniques juridiques	4	0	0	0		4
1.7.3	# de cas de VBG orientés par les cliniques juridiques vers les espaces sûrs	3	0	0	0		3
1.7.4	# de cas de VBG orientés par les cliniques juridiques vers les structures de santé (FOSA)	1	0	0	0		1
1.7.5	# de cas de VBG, EAS/HS bénéficiaires référés vers les Services spécialisent psychologues de l'HGR	0	0	0	0		0
1.7.6	# de cas de VBG en extrême urgence référés vers les structures médicales (HGR) moyennant paiement des frais de transport	0	0	0	0		0
1.7.7	# de cas de VBG orientés par les structures de santé (FOSA) vers les espaces sûrs communautaires pour les femmes et filles	3	0	0	0		3

Commentaire : Ce tableau est la somme des indicateurs qui renseignent sur les bénéficiaires directs touchés durant la période sous rapportage et cumule les données des résultats atteints pendant cette phase de la mise en œuvre du projet allant du 11 Juillet 2024 au 11 septembre 2025, soit un total de **27379 personnes** parmi lesquelles **17183 femmes** (dont **0 PA**) et **9321 hommes** (dont **0 PA**) bénéficiaires directs.es et **144076 personnes** parmi lesquelles **51663 femmes** (dont **00 PA**) et **92372 hommes** (dont **2 PA**) bénéficiaires indirects.es ont été touché.es pendant cette phase de la mise .

Tableau N° 2 : Présentation des activités réalisées et résultats par volet

N°	Activités par volet	Réalisation des activités	Période rapportée
1	Activité de sensibilisation, Mobilisation et engagement communautaire	De la prévention à travers les sessions des sensibilisations et communication pour le changement social et comportemental (CCSC) : Durant la période de rapportage, les résultats de sensibilisation à travers différentes techniques et outils misent en place se présentent de la manière suivante : - 27379 personnes parmi lesquelles 17183 femmes (dont 0 PA) et 9321 hommes (dont 0 PA) bénéficiaires directs.es et 144076 personnes parmi lesquelles 51663 femmes (dont 09 PA) et 92372 hommes (dont 2 PA) bénéficiaires indirects.es ont été touché.es pendant cette phase de la mise en oeuvre ; - 2099 femmes et filles entrepreneurs, bénéficiaires directs dans le cadre de COPA ont été touchés directement lors des sessions des séances de sensibilisation directes et participatives animées par les sensibilisateurs communautaires ; - # 42 personnes membres de 14 pools des sensibilisateurs communautaires (21 de Goma et 21 de Bunia) parmi lesquelles 27 femmes et 15 hommes formés sur différents thèmes de IEC, CCC, Education communautaire et autres thèmes transversaux) ; - # 15120 personnes parmi lesquelles 9182 femmes et 5936 hommes ont bénéficié des activités de sensibilisation, plaidoyer ou prévention lors des différentes séances organisées dans la ville de Bunia ; - # 8914 personnes ont bénéficié des activités de sensibilisation directe et participative de petite-échelle (sensibilisation de petits groupes) ; - # 112 Sensibilisateurs et acteurs communautaires parmi lesquels 49 femmes et 63 hommes formés sur différents thèmes de l'IEC et éducation citoyenne ; - # 14 plans d'atténuation/ mitigation des 14 points chauds sélectionnés mise en œuvre et soutenues par le Projet dans la ville de Bunia ; - #91 personnes impliqués dans la mise en œuvre des plans de mitigation/ atténuation communautaire dans la ville de Bunia dont 70 cadres de base membres des comités d'éveil	Durant la mise en œuvre du projet soit de Juillet 2024 au 30 Aout 2025

		communautaire et 21 membres de 7 Pools de sensibilisateur communautaires, parmi lesquels 53 Hommes et 38 femmes) ; - # 54 013 personnes parmi lesquelles 20208 Femmes et 33792 hommes ont bénéficié indirectement des activités de sensibilisation à travers les différents supports de communication (panneaux publicitaire, affiches, dépliants, ... dans la ville de Bunia ; - # 90063 soit 10% de la population de la ville de Bunia ont bénéficié des activités de sensibilisation à travers les médias (Radios), sensibilisation de masse, de grands groupes). - Les thèmes développés étaient bornés sur : (Les violences domestiques ; Les violences physiques ; Les violences Psychologiques et émotionnelles, Déni des ressources et d'opportunités, Les Harcèlements sexuels dans le monde professionnel, Les activités génératrices des revenus qui détruisent l'environnement, La médiation familiale, La transformation positive des conflits, l'entrepreneuriat ...), - Lutte contre les VBG, EAS/HS dans le monde entrepreneurial dans le cadre du projet TRANSFORME ; - Comment dénoncer le cas des EAS/HS lors du processus de subvention dans le cadre du projet TRANSFORME ; - Luttons contre les VBG, EAS/HS dans notre environnement de travail et dans nos familles (sortes des VBG, types des VBG, Mission TRANSFORME en rapport avec la prévention et réponses aux VBG, EAS/HS, sanction prévue en cas d'EAS/HS par un agent TRANSFORME ou tout travailleurs embauchés par les firmes de mises en œuvre des activités TRANSFORME.	
2	La gestion des cas, appui Psychosocial, orientation rapide des survivants des VBG, EAS/HS vers les services disponibles	De la prise en charge des cas : De Juillet 2024 au 30 Aout 2025 : 50 cas des VBG, EAS/HS et autres incidents de protection identifié ont été référé vers les services de prise en charge disponible par les sensibilisateurs communautaires selon les secteurs et services disponibles. - # 50 survivant.es des VBG ; EAS/HS parmi lesquelles 34 femmes, 14 filles ,0 PA et 2 hommes, 0 PA ont bénéficié de la prise en charge psychosocial avec comme porte d'entrée les espaces sûrs communautaires de la ville de Bunia ;	La période de rapportage : Du 11 juillet 2024 au 30 Aout 2025

		- # 14 cas de viol accompagnés sur plan psychosocial et orienté vers les structures de prise en charge médical, n'ayant pas trait au projet et n'impliquant pas le personnel et/ ou agents des firmes de mises en oeuvre ; - # 10 cas de viol parmi lesquels 7 filles et 3 femmes ont bénéficié d'une prise en charge médicale et ils s'étaient présentés dans le délai de moins de 72h et ont bénéficié des kits PEP ; - # 4 cas de VBG n'ont pas été éligibles au kit PP, ils s'étaient présentés après 72 heures ; - # 14 prestataires de service fournissant des services aux survivant.e.s VBG, EAS/HS évalués sur les critères de qualité ; - # 28 points focaux/ APS (dont 14 à Goma et 14 à Bunia toutes femmes et filles) formés sur la prise en charge psychosociale, la gestion des cas des VBG et appui psychosocial, le mécanisme de référencement, la gestion des outils GBV-IMS, avec un accent mis sur les abus et exploitation sexuelle, le mécanisme de gestion des plaintes ; <i>Sur le 50 cas de Viol documenté durant la période, aucun cas ne cadre avec le projet mais certaines tendances et rumeurs font état de 3 cas impliquant les acteurs humanitaires et 2 cas impliquant les travailleurs d'autres firmes de mises en œuvre lors du processus de COPA mais qui n'ont pas des évidences. Ces cas de viol sont suivis et accompagnés après référencement et contre référencement auprès des services disponibles de prise en charge (SOFEPADI, FONAREV Bunia pour des soins approprié) et autres structures communautaires. Les 50 cas sont repartis de la manière suivante pour viol (10 référés avant 72h pour une prise en charge médicale, l'identité des auteurs seraient en grande partie les militaires FARDC et les hommes armés, les enfants de la rue et autres acteurs communautaires) 4 cas de viol ont été référés aux FOSA au-delà de 72h), presque tous ces cas ont eu comme porte d'entrée « les espaces sûrs communautaires pour les femmes et filles »).</i>	
3	L'offre des services juridiques et judiciaires :	De l'accompagnement juridique : Durant la période de mise en œuvre des activités de prévention et réponses aux risques liés aux VBG, EAS/HS, les cas prisent en charge juridiquement sont repartis de la manière suivante :	La période de rapportage : Du 11 juillet 2024 au 30 Aout 2025

		- # 37 membres des communautés parmi lesquels 24 femmes et 13 hommes ont bénéficié d'un appui conseil et orientations auprès de la défenseur judiciaire affecté au projet ; - # 3 Survivant.e.s. de VBG ont contactés la défenseure judiciaire affecté au projet pour une prise en charge juridique et judiciaire de leur dossier et ont été orientés vers les instances juridiques ; - # 3 cas des VBG orientés par la défenseure judiciaire pour instruction en justice ;	
4	Accompagnement technique des CGP dans le cadre du MGP	Durant la période de mise en œuvre du projet - # 21 membres des CGP parmi lesquelles 8 femmes et 13 hommes ont briffés et accompagner techniquement sur le MGP dans la ville de Bunia ; - # 3 séances d'échanges sur l'Etat de lieu sur le fonctionnement des CGP depuis leur mis en place avec les présidents et certains membres des CGP organisés ;	La période de rapportage : Du 11 juillet 2024 au 30 Aout 2025
5	Autres résultats escomptés dans le cadre du projet	Durant la période de mise en œuvre des activités du projet, d'autres résultats escomptés du projet se présentent comme suit : - # 1 Plan opérationnel/ Chronogramme d'activité produit ; - # 1 rapport de cadrage assorti d'un plan opérationnel de mis en œuvre produit ; - # 20 Espaces sûrs communautaires pour les femmes et filles sélectionnés (7 à Bunia, 7 à Goma et 6 à Bukavu) ; - # 7 Espaces sûrs communautaires pour les femmes et filles de la ville de Bunia accompagné et fonctionnels durant la phase de mise en œuvre du projet ; - # 960 personnes consultées lors des audits de sécurité dont 240 femmes, 240 hommes, 240 jeunes filles et 240 jeunes garçons, dans la ville de Goma, Bunia et Bukavu ; - # 80 informateurs clés consultés lors des consultations communautaires/ audit de sécurité ; - # 24 informateurs clés parmi lesquels 19 hommes et 5 femmes consultées lors de l'identification et sélection des points chauds et formations sanitaires ; - # 80 focus groups constitués à raison de 12 personnes par focus group lors des consultations communautaires ; - # 480 personnes parmi lesquelles 240 femmes et 240 filles soit 50% des bénéficiaires des activités des consultations communautaires consultés,	La période de rapportage : Du 11 juillet 2024 au 30 Aout 2025

		- # 40 enquêteurs briffés sur la collecte des données VBG, EAS/HS ; - # 40 Points chauds sélectionnés dont (14 points chauds à Bunia, 14 à Goma et 12 à Bukavu) ; - # 20 FOSA pour la prise en charge médicale des survivant.e.s. s des VBG, EAS électionnées et partenaires (7 à Goma, 6 Bukavu et 7 à Bunia) parmi lesquelles 7 FOSA de BUNIA opérationnelles ; - # 7 FOSA appuyées et accompagnées dans la ville de Bunia durant la période de mise en œuvre du projet ; - # 1 plan stratégique de communication élaboré et mis en œuvre ; - # 2 Zones de santé (ZS) de Bunia et Rwampara signent le protocole d'accord pour la prise en charge médicale des survivant.e. s des VBG, EAS, 1 radio, 7 espaces sûrs communautaires pour les femmes et filles signent le protocole de collaboration ; - # 40 points chauds sélectionnés (14 à Bunia, 14 à Goma et 12 à Bukavu) ; - # 48 personnes parmi lesquelles 23 Femmes et 25 Hommes (autorités politico administratives, cadre de base, représentants Fédération des entreprises du Congo (FEC), représentant ces organisations féminines et sous cluster VBG Provinciaux, de la DIVIGENRE, des DPS ; organisations de la société civile) ..., consulté comme informateurs clés lors des consultations communautaires ; - # 200 personnes consultées parmi lesquelles 123 hommes et 77 femmes lors des séances de l'identification des points chauds et formations sanitaires à raison de 10 personnes par Aire de santé ciblée ; - # 14 Plans de mitigation/ atténuation des risques ont été appuyé financièrement, mis en œuvre par les comités d'éveils communautaires	
6	Rencontres avec d'autres parties prenantes au projet	Durant la période de l'exécution de la mission, nous avons rencontré le chef d'Antenne TRANSFORME et nous avons collaborés avec lui dans toutes les étapes et activités, nous avons bénéficié de certaines orientations de sa part pour le bon déroulement des activités. Lors de notre mission à Bunia au mois de Mai 2025, nous avons eu la chance d'échange avec les différentes parties prenantes pour identifier les défis et proposer des pistes de solutions.	La période de rapportage : Du 11 juillet 2024 au 30 Aout 2025

		D'autres rencontres avec les différents partenaires techniques (DIVIGENRE, DPS, Bourgmestre des différentes communes, ...) des séances d'échanges et visites ont été organisé dans le cadre de la redevabilité pour donner une aperçue générale sur l'état d'avancement des activités sur le plan général. Certaines recommandations ont été formulé par les acteurs des services techniques partenaires quant à ceux pour nous aider à améliorer notre prestation et atteindre les résultats escomptés relatifs aux objectifs assignés dans le cadre de ce projet. Les rencontres et visites d'échanges avec les autres partenaires, techniques, financiers, se présentent de la sorte : - # 1 rencontres d'échange sur l'état d'avancement des activités avec le Coordonnateur de l'UCP organisé au bureau de l'Antenne TRANSFORME Bunia ; - # 12 rencontres d'échanges sur l'état d'avancement des activités organisés avec le chef d'Antenne TRANSFORME Bunia ; - # 2 rencontres de visites et d'échanges sur les activités avec le Maire de la ville de Bunia, 5 avec le bourgmestre de la commune de MBUNYA, 3 avec celui de la commune SHARI et 4 avec celle de la commune NYAKASANZA organisés ; - # 3 visites d'échanges sur l'état d'avancement des activités au bureau DIVIGENRE Bunia organisé ; - # 2 séances de travail et de recadrage organisé avec le MCZ Rwampara et 1 avec la DPS Bunia - Participations actives aux réunions du cluster protection et sous cluster VBG organisé par OCHA et UNFPA Bunia ;	
7	Suivi& Evaluation	Durant la période de mise en œuvre, le volet suivi & évaluation a atteint les résultats ci-après : - # 4 missions de suivi et évaluation des activités sur terrain ont été planifiées et réalisées. ; - # 6 missions de supervisions formatives et de coaching ont été réalisé par les experts et spécialistes des différents volets dans le cadre de rapprochement des staffs terrains et la coordination du projet ; - Une mission d'évaluation et de capitalisation a été réalisée dans le cadre de capitaliser les résultats obtenus pour cette phase de mise en œuvre, la quelle a été focalisée sur le bulletin	La période de rapportage : Du 11 juillet 2024 au 30 Aout 2025

		communautaire de performance (BCP). Vu les organisations de l'évaluation de l'impact sur le terrain, l'atelier de présentation des résultats devra être organisé sur recommandation de l'UCP TRANSFORME, car très nécessaire pour l'évaluation finale.	
8	Coordination des activités	Durant cette première phase de mise en œuvre du projet, les activités du projet ont été suspendue dans la ville de Bunia et Bukavu qui ont passée sous contrôle du mouvement AFC/M23, au lieu de 9 communes concernées par le projet, seul 3 communes de la ville de Bunia (Mbunya, Nyakasanza et Shari), 7 FOSA dont 6 de la ZS de Bunia et 1 de la ZS de Rwampara ont bénéficié des activités du projet. DE LA COLLABORATION AVEC D'AUTRES PARTENAIRES Pendant la période de mise en oeuvre, la CARITAS a été en contact avec les différents partenaires techniques, étatiques et financiers dont : - L'UCP TRANSFORME à travers le bureau TRANSFORME Antenne de Bunia ; - La DPS à travers les bureaux centraux des ZS pour des orientations dans la sélection des FOSA ; - La DIVIGENRE à travers des réunions techniques des validation des données VBG, EAS/HS ; - OCHA et UNFPA (lead du cluster VBG à travers les réunions du cluster et sous clusters ; - La Mairie à travers les bureaux des communes ; - La communauté à travers le renforcement des capacités des acteurs communautaires (sensibilisateurs communautaires, Gestionnaires des Espaces sûrs communautaires pour les femmes et filles/PF/ APS) et à travers l'appui financier pour la mise en œuvre des plans d'atténuations/ mitigation des risques liés aux VBG, EAS/HS par les comités d'éveils communautaires de 14 Points chauds de Bunia	La période de rapportage : Du 11 juillet 2024 au 30 Aout 2025

Tableau n°3 Evaluation d'indicateurs relatifs Changement de comportements sur les VBG grâce à la Mobilisation Communautaire et le CCC

1	Organisation des sessions de sensibilisations directes et participatives	Activité continue	Activité continue	2160	756	35%
2	Organisation des sessions de sensibilisations des petits groupes sur les VBG ; EAS/HS	Activité continue	Activité continue	NA	NA	NA
3	Présentation des théâtres participatifs sur les VBG, EAS/HS	0	0	NA	NA	00%
4	Organisation des tribunes d'expression populaire	0	0	NA	NA	00%
5	Sensibilisation à l'intention des leaders locaux	Activité continue	Activité continue	112	112	100%
6	Mener des plaidoyers auprès des autorités	Activité continue	Activité continue	04	04	100%
7	Production et mis en place des supports de communication et visibilité	Fait	T2	NA	NA	100%
8	Mis en place des panneaux publicitaires	Fait	T2	06	03	50%
9	Diffusion et rediffusion des émissions radios (sensibilisation de masse)	Fait	T2 et T3	48	48	100%
10	Production des matériels de sensibilisation et visibilité	Processus	T2	NA	NA	NA
11	Sensibilisation de la population et communication pour le changement de comportement sur les pratiques de prévention et Réponses aux risques liés aux VBG, EAS/HS	Activité continue	Activité continue	NA	NA	NA
MIS EN ŒUVRE DE PLANS DE MITIGATION COMMUNAUTAIRES						
1	Accompagnement des comités locales de mis en œuvre de plans d'atténuation	14 plans d'atténuation mis en oeuvre	T3	14	14	100%

2	Accompagnement des comités locales de mis en œuvre de plans d'atténuation dans l'élaboration des activités de sensibilisation au niveau de la base pour la pérennité des actions	Périodique	T3 et T4	14	14	100%
3	Appui financier pour la mise en œuvre des plans de mitigation (en espèce à raison de 100\$ par plan d'atténuation).	Processus	Réalisé	14	14	100 %
4	Accompagnement des comités locales de mis en œuvre de plans d'atténuation dans la mise en œuvre des activités planifiées	Continuelle	Continuelle	14	14	100 %
5	Organisation des visites de suivi auprès de comités locales de mis en œuvre de plans d'atténuation pour un accompagnement technique et appui conseil	Mensuelle	T3 et T4	14	07	50 %
6	Evaluation des besoins des membres des comités locales de mis en œuvre de plans d'atténuation	Processus	T3	14	2	20%
7	Sensibilisation de la communauté, y compris les bénéficiaires directs sur les VBG, EAS/HS	Activité continue	Activité continue	4706	2099	44%

Tableau N° 4 : Taux de réalisation physique par rapport aux résultats globaux du Projet.

N°	LIVRABLES	Durée/ Mois	Période prévue de réalisation	Cibles du contrat	Réalisation au 30/08/2025	Niveau actuel de réalisation en %
01	Recruter /mettre en place le personnel du projet (Goma, Bukavu et Ituri)	Process	T1	8	8	100%
02	Redynamiser et mettre en place les sous bases (Bukavu et Bunia)		T1	2	2	100%
03	Organiser une évaluation initiale des besoins et élaborer un plan opérationnel des activités ainsi que la description détaillée des espaces sûrs communautaires		T1	1	1	100%
04	Elaborer une note/ rapport de cadrage assortie d'un plan opérationnel d'activité et une description des espaces sûrs communautaires.		T1	1	1	100%

N°	LIVRABLES	Durée/ Mois	Période prévue de réalisation	Cibles du contrat	Réalisation au 30/08/2025	Niveau actuel de réalisation en %
05	Organiser une séance d'induction des staffs terrain du projet sur les approches du projet		T1	1	1	100%
06	Organiser des réunions d'information/ lancement dans les zones ciblées par le Projet en faveur des autorités, leaders locaux et autres parties prenantes pour qu'elles comprennent les objectifs, les activités, la logique d'intervention, le mécanisme de redevabilité du projet.		T1	2	2	100%
	LIVRABLES 2					
07	Mener des consultations régulières et évaluations des besoins en sécurité (audit de sécurité) pour identifier les risques liés aux VBG, EAS/HS et développer des approches actives d'atténuation efficace et éthique à travers les plans de mitigation des risques.		T1, T2 et T3	9	1	13%
08	Identifier les structures communautaires, acteurs communautaires et parties prenantes (OBC/OSC, espaces sûrs communautaires, sensibilisateurs/ animateurs communautaires, Points focaux/APS, les Zones de santé, la DPS, les FOSA, les PME).		T1	3	3	100%
09	Mettre en place la cartographie des services de prise en charge, des risques, des acteurs et des « points chauds » liés aux VBG, EAS/HS au moyen de consultations régulières des parties prenantes.		T1	1	1	100%
10	Elaborer les protocoles de collaboration sur le système de référencement pour une prise charge des survivantes des VBG, EAS/HS		T1	9	2	20%
11	Accompagner les communautés dans l'élaboration des plans de mitigations communautaires regroupant les informateurs clés et quelques enquêtés		T1	40	14	33%
13	Appuyer les structures communautaires et FOSA a travers le protocole de collaboration sur le système de référencement et pris en charge des survivant		T1, T2 et T3	20	7	33%
13	Organiser des campagnes de sensibilisation dans les communautés et auprès des entrepreneures des petites et moyennes entreprises et travailleurs sur les risques liés au projet, les mécanismes d'atténuation et de réponse	Continu elle	T1, T2 et T3	2160	756	30%

N°	LIVRABLES	Durée/ Mois	Période prévue de réalisation	Cibles du contrat	Réalisation au 30/08/2025	Niveau actuel de réalisation en %
14	Produire des émissions radio en rapport avec la prévention des risques liées aux VGB, EAS/HS et autres thèmes transversaux	Périodique	T2 et T3	144	48	33%
16	Développer et produire les différents supports de communication (boîte à image, t-shirt, gilets, affiches, dépliants, mégaphones, batteries, auto- cola, calicot, ...) sur la prévention des risques liées aux VGB, EAS/HS.		T2	1	1	75%
17	Former les Points Focaux/ APS sur les différents thèmes sur la prise en charge psychosocial et santé mentale et orientation rapide des survivants de VBG, EAS/HS.		T1	40	28	73%
18	Former les animateurs/sensibilisateurs communautaires sur les différents thèmes sur la prévention des risques liées aux VBG, EAS/HS.		T1	60	42	73%
19	Briefer les membres des CGP et staffs du projet sur les mécanismes de gestion des plaintes		T1	63	21	33%
20	Elaborer les stratégies des communications, son plan de mise en œuvre et leurs suivis.		T1	1	1	100%
21	Produire les différents modules des formations adaptés au contexte		T1	3	3	100%
22	Produire un plan d'aménagement VBG/EAS/HS et vulgarisation et signature des codes de bonne conduite à tous les personnels du projet		T1	1	1	100%
	LIVRABLE 3					
23	Mettre en place un système de suivi du mécanisme de réponse aux VBG, y compris des processus de référencement bien définis		T1, T2 et T3	8	2	20%
20	Doter les équipements et matériels de travail (registre, fiche, étui plastic, classeur, fardes, stylos, etc.) aux espaces sûrs communautaires		T2	1	1	75%

N°	LIVRABLES	Durée/ Mois	Période prévue de réalisation	Cibles du contrat	Réalisation au 30/08/2025	Niveau actuel de réalisation en %
25	Mener des évaluations des besoins en sécurité (audit de sécurité) pour les femmes et les jeunes filles aux risques de VBG, EAS/HS et développer les plans de mécanismes de mitigation des risques.		T1, T2 et T3	3	1	33%
26	Mettre en place et vulgarise un système de référencement des survivant(e)s opérationnel et accessible à tous, en renforçant une meilleure collaboration et coordination entre les parties prenantes au projet et les autres acteurs de mise en œuvre.	Continue	T1, T2 et T3	1	1	75%
27	Appuyer la mise en œuvre des Espaces sûrs au niveau communautaires pour les survivantes des VBG, EAS/HS et autres personnes à besoins spécifiques pour leur bien-être et leur épanouissement.	Continue	T1, T2 et T3	20	7	33%
28	Etablir un plan de formation régulière de tout le personnel employé par le projet (formation initiale et recyclage)		T1, T2 et T3	1	1	0%
29	Préparer les messages de sensibilisation communautaire et de formation du personnel et du matériels de EIC sur les VBG	Continue	T1, T2 et T3	3	2	85%
30	Préparer les outils de pré-test et post test ;		T1 et T3	2	1	50%
31	Soumettre les matériels de formation et de sensibilisation pour validation à l'UCP		T1	1	1	100%
32	Fournir une prise en charge psychologique initiale et un soutien intégré aux survivantes et fournir une orientation ou un référencement vers d'autres services (médicaux et juridiques)	Continue	T1, T2 et T3	3	1	30%
33	Appuyer techniquement les CGP sur la saisie, la documentation et le référencement des plaintes sensibles aux VBG/EAS/HS en collaborant à diversifier les voies potentielles pour enregistrer une plainte, la confidentialité, la sécurité des survivantes lors de traitement et vérification de la plainte.	Continue	T1, T2 et T3	9	3	30%

N°	LIVRABLES	Durée/ Mois	Période prévue de réalisation	Cibles du contrat	Réalisation au 30/08/2025	Niveau actuel de réalisation en %
34	Collecter des données de manière confidentielle et éthique sur les VBG, EAS/HS moyennant des formulaires d'admission et de référencement et ceux relatifs au MGP.	Continue	T1, T2 et T3	9	1	10%
35	Assurer, le suivi et évaluation des activités, développer et tester les indicateurs spécifiques du projet.		T2et T3	3	2	65%
36	Soumettre de manière agrégée des rapports mensuels sur les plaintes liées au projet et enregistrées ainsi que l'appui fourni aux survivantes ayant rapportés des incidents liés au projet ;	Mensuel	T1, T2 et T3	-	-	0%
37	Mettre en place un système éthique de récolte et gestion des données sur les cas de VCBG/EAS/HS ;		T1, T2 et T3	1	1	75%
38	Rapporter toute plainte de VBG/EAS/HS lié au projet et enregistré selon le protocole de partage d'information préétabli ;	Trimestriel	T1, T2 et T3	-	-	0%
39	Organiser des supervisions formatives	Trimestriel	T1, T2 et T3	4	3	75%
40	Organiser les audits des données qualité des services de prise en charge des survivantes EAS/HS dans les provinces d'intervention.	Trimestriel	T1, T2 et T3	3	2	75%
41	Organiser des évaluations/analyses semestrielles sur les risques VBG/EAS/HS dans les Provinces d'interventions à la suite d'une évaluation de base ;	Trimestriel	T1, T2 et T3	3	1	25%
42	Produire et diffuser les rapports périodiques et circonstanciés, les résultats globaux, les bonnes pratiques et les meilleures expériences en rapport avec la mise en œuvre du projet ;	Mensuel	T1, T2 et T3	4	3	75%
43	Appuyer l'élaboration des rapports de progrès de plan de travail des partenaires ;	Trimestriel	T1, T2 et T3	4	1	25%
44	Produire des rapports trimestriels,	Périodique	T1, T2 et T3 et T4	4	3	75%
45	Produire des rapports annuels	Périodique	T4	1	1	100%

N°	LIVRABLES	Durée/ Mois	Période prévue de réalisation	Cibles du contrat	Réalisation au 30/08/2025	Niveau actuel de réalisation en %
46	Produire le rapport de fin de mission de mise en œuvre des activités planifiées ;	Périodique	T4	1	1	100%

Commentaires : Les activités documentées dans le tableau ci-dessus sont celles qui ont été réalisées pendant la période de mise en œuvre du projet. La majorité des activités prévues ont été réalisées à 90 %. Celles qui n'ont pas atteint 100% sont celles dont le budget avait subi des réajustements à la baisse suite à la dépréciation monétaire que le budget global du projet a connu ou alors devraient être abandonnées à l'occasion d'une part, de la réduction de la durée de mise en œuvre des activités et d'autre part de l'occupation de 2 villes ciblées par le projet (Goma et Bukavu) par les rebelles du M23 juste au début du 2^{ème} Trimestre.

3. Description et analyse des résultats du processus par volet

3.1. VOLET COMMUNICATION POUR LE CHANGEMENT DE COMPORTEMENT

a) La mission a consisté à :

- Sensibiliser les différentes couches de la population sur les formes et types des VBG, les EAS/HS dans le monde entrepreneurial et professionnel ainsi que d'autres thèmes transversaux pour prévenir les risques liés aux VBG, EAS/HS ;
- Amener les leaders communautaires à jouer un rôle actif dans la Prévention des VBG au niveau Individuel et collectif pour le renforcement de la cohésion sociale et la reconstitution du tissu social et économique, le respect des Droits humains et la sauvegarde environnementale ;
- Mettre en place un comité de veille communautaire composé de leaders communautaires (informateurs clés) pour prévenir les risques liés aux VBG, EAS/HS à travers la mise en œuvre des Plans de mitigations communautaires.
- Développer et mettre en place les stratégies de dénonciation de tout cas des VBG, EAS/HS impliquant les animateurs et travailleurs embauchés par les firmes de mises en œuvre du projet TRANSFORME à tout le niveau.
- Mettre en places les différents supports de communication pour une large diffusion des messages de lutte contre les EAS/HS dans le monde professionnel et entrepreneurial et surtout amener les femmes et filles entrepreneurs à dénoncer tout cas relatif aux EAS/HS durant le processus de subvention par TRANSFORME.

b) ACTIONS

- Mis en œuvre des différentes techniques et stratégies ont été développées par les équipes du projet qui ne cessent de se mobilisées pour réaliser ce paquet d'activités de sensibilisations au niveau communautaire. Il s'agit notamment de l'animation publique, de sensibilisation des leaders communautaires, de la sensibilisation de proximité ainsi que la production des messages de Prévention et Réponses aux risques liés aux VBG, EAS/HS à la radio CANDIP ISP, situé dans la commune SHARI concession ISP ville de Bunia.
- La mise en place des supports de communication (Panneau publicitaire au niveau de Bunia dont 1 au niveau de l'aéroport mesurant 6m/6 m avec image et messages clés (commune MBUNYA, 1 au niveau du marché centrale de BUNIA, mesurant 6m/3m (commune SHARI, 1 au niveau du stade EPOO de Bunia, mesurant 6m/3m proche du bureau de la commune Mbunya)
- Production des Boîtes à images, affiches format A2 avec images et sans images, fixation de panneaux de visibilités et petits calicots en bâche pour la visibilité des espaces sûrs communautaires, des dépliants et autres va faciliter une large diffusion de message et vulgarisation auprès des différentes couches de la population,
- La production des différentes émissions à la radio communautaire qui nous permette de recevoir les différents avis des auditeurs,
- L'animation des séances de sensibilisation directe et participatives, sensibilisation porte à porte, des petits groupes nous permettent de recueillir les différentes opinions, points de vue et observations liées à la mise en œuvre du projet TRANSFORME.

c) TECHNIQUES ET STRATEGIES DE SENSIBILISATION MIS EN PLACE PAR LE PROJET

c.1 : L'ANIMATION PUBLIQUE (Sensibilisation directe et participative)

L'animation publique a consisté à s'entretenir avec les populations présentes sur la Prévention et Réponses aux risques liées aux VBG, EAS/HS et autres thèmes transversaux. Les séances ont consisté à traduire et à véhiculer des messages clés des VBG, EAS/HS, circuit de référencement, sauvegarde environnementale et autres thèmes transversaux. Il est, par ailleurs, important de souligner que cette phase de la sensibilisation a permis de réunir différentes couches des populations locales de tendances confondues dans un même lieu pour discuter sur les différents sujets relatifs à la prévention des VBG, EAS/HS et autres thèmes transversaux au niveau communautaire et professionnelle.

La méthodologie utilisée a été une approche active et participative incluant les populations elles-mêmes à leur formation et les encourager à exprimer librement leurs opinions, leurs expériences, leurs attentes, leurs problèmes et proposer des solutions appropriées aux risques liés aux VBG, EAS/HS identifiées dans leurs milieux respectifs et proposer des mesures d'atténuation y afférentes.

Résultat1 : *Au moins 15120 personnes parmi lesquelles 9182 femmes dont 2099 femmes et filles entrepreneurs (bénéficiaires directs dans le cadre du COPA) et 5936 Hommes ont été touchés directement lors des sessions des séances de sensibilisation directes et participatives à travers 1512 séances organisées par 21 sensibilisateurs communautaires, à raison de 2 séances par semaines /sensibilisateur, réunissant au moins 10 personnes par séances.*

Résultats 2 : *Au moins 8914 personnes parmi lesquelles 5678 femmes et 3236 hommes ont été touchés directement lors des sessions de séances de sensibilisation à petite échelle (de petit groupe) à travers 48 sessions de sensibilisation organiser par 21 sensibilisateurs communautaires à raison de 6 sessions par sensibilisateur/ mois pendant 8 mois, regroupant au moins 20 participants par session.*

c. 2. SENSIBILISATION DES LEADERS COMMUNAUTAIRES

Etant acteurs importantes de transformation positive et communicateur pour le Changement Social et comportemental, ils nous aident à véhiculer les messages de sensibilisation sur la Prévention des risques liés aux VBG, EAS/HS auprès de leurs communautés respectives. Les leaders communautaires, cadres de base, représentant les forces vives des différentes communes et quartiers (Informateurs clés, jeunesse, femmes, religieux, autochtones, commerçants, enseignants, ...) ont été ciblés et sensibilisés sur les thèmes précités. Lors des séances de sensibilisations ces derniers ont émis des recommandations et suggestions pour la réussite des activités.

Les séances de sensibilisations ont permis d'informer ces leaders sur les thèmes des Violences basées sur le genre, les abus et exploitations sexuels et le Harcèlement sexuel qu'ils semblaient ignoré vis les mœurs et coutumes qui persistent au changement positif d'une part et de la résistance des certains hommes qui considèrent que ces thématiques des VBG semblent combattre les efforts consentis de leurs Us et coutumes d'autre part. Les séances des sensibilisations directes sont animées par les sensibilisateurs communautaires regroupés en pool de 3 dans chaque point chaud ciblé par le Projet.

Plus spécifiquement, les thèmes étaient bornés sur :

- Les violences domestiques ;
- Les violences physiques ;
- Les violences Psychologiques et émotionnelles,
- Dénier des ressources et d'opportunités,
- Les Harcèlements sexuels dans le monde professionnel,
- Les activités génératrices des revenus qui détruisent l'environnement,
- La médiation familiale,
- Circuit de référencement ;
- La transformation positive des conflits, ...

Le thème sur la transformation positive des conflits a beaucoup intéressé les participants et a connu des persistance graves de la part des communautés surtout dans la ville de BUNIA où les conflits intercommunautaires persistent et a tendance à prendre d'autres connotation entre les communautés.

Lors des développements des thèmes, les leaders ont insisté sur la réconciliation et la cohésion sociale qui apparaissent comme des impératifs pour aboutir au développement communautaire.

Dans le cadre de la mise en œuvre du projet TRANSFORME, ils ont émis les vœux d'accompagner le projet d'autonomisation des femmes si TRANSFORME tiendrait compte de tensions communautaires qui détruisent le tissu social dans la sélection de bénéficiaires sous peine de créer et de jouer les tireurs de fil au cas où la sélection serait tendancieuse.

L'un des faits saillants était l'attitude positive des participants au cours des séances de sensibilisation. Elle laissait paraître un sentiment d'entente et de cohésion entre les différents leaders communautaires malgré les tensions actuelles dans les zones sous contrôle des rebelles et surtout dans certains quartiers de la ville de Bunia qui restent tendancieux en fonction des facteurs ethniques. La crise a certes laissé des stigmates profonds, des traces mémorables mais l'attitude des participants traduite par le respect mutuel et la courtoisie, donne l'espoir d'un retour à la cohésion sociale et/ou à la coexistence pacifique.

Pour l'enracinement des activités de sensibilisation au niveau communautaire, la mise en œuvre des Plans de mitigation communautaire permettra de constituer les leaders et acteurs communautaires (informateurs clés, cadre de base ...) à des membres du comité de veille qui aura pour rôle de prévenir tout acte des VBG, EAS/HS à travers des alertes en vue d'une prise en charge appropriée, résolution rapide et pacifique des conflits.

Résultats : *Au moins 112 personnes (cadres de base et leaders communautaires) parmi lesquelles 49 femmes et 63 hommes ont été touchées directement à travers 4 sessions des briefings organisés sur différents thèmes de prévention et réponses aux risques liés aux VBG, EAS/HS et autres thèmes transversaux animées par l'expert en communication et l'officier chargé de la mobilisation communautaire et la communication pour le Changement de comportement tout au long du projet.*

c.3. SENSIBILISATION DE PROXIMITÉ (Sensibilisation porte à porte (par ménage))

Outre l'animation publique, d'autres membres de l'équipe de la CARITAS accompagnés des sensibilisateurs communautaires ont pris d'assaut les ménages de sensibilisation dans des quartiers et communes des villes ciblées par le Projet pour poursuivre avec la sensibilisation de proximité auprès des populations. Ainsi, ce sont plusieurs ménages qui ont été visités par ces derniers et ont été sensibilisés

sur les violences basées sur le Genre, la réconciliation, le pardon, de tolérance et de cohésion sociale. Cependant, certaines couches des populations n'ont pas hésité à extérioriser leurs peines morales, leurs ressentiments, puis à exprimer leur besoin de transparence dans la sélection des femmes et filles entrepreneurs qui bénéficieront des activités du projet TRANSFORME pour leur autonomisation. Cette technique de sensibilisation par ménage a consisté à informer et éduquer les membres de foyer sur la prévention, et la connaissance aux violences basées sur le genre, exploitation et abus sexuel et harcèlement sexuel, avec pour objectifs d'améliorer le bien-être familial, de permettre une meilleure protection des membres vulnérables et de réduire aussi le risque de violences nouvelles.

Résultats : *1134 ménages à raison de 6 ménages ciblé par mois/ sensibilisateur X 21 sensibilisateurs communautaires pendant 9 mois ont bénéficié de séances de sensibilisation de proximité ou porte à porte sur différents thèmes de prévention des risques liés aux VBG, EAS/HS au niveau familiale et sur les services disponibles en cas d'incidents tout au long du projet.*

b.5. SENSIBILISATION DE MASSE /DES GRANDS GROUPES/ INDIRECTS

La sensibilisation de masse nous a permis d'informer, de mobiliser les communautés sur les types, risques, causes et conséquences et réponses aux VBG, EAS ET HS. Cela inclut l'engagement des leaders communautaires, l'utilisation de médias à travers les animations à la radio pour atteindre une couche importante de la population, encourager le signalement de cas et la promotion de services de soutien aux survivants dans le but d'informer sur l'existence et l'importance des services de prise en charge mais aussi pour inciter les personnes à signaler les cas de VBG et à chercher de l'aide. Et d'autres thématiques transversales.

Cette activité s'est déroulée à deux niveau à savoir :

- **Niveau 1 :** Sensibilisation indirect à travers les différents supports de communication (dépliants, affiches, banderoles, panneaux publicitaires, ...) installés dans différentes places publiques de la ville de Bunia.

Résultat : *Au moins 54013 personnes, membres des communautés parmi lesquelles 20208 femmes et 33792 hommes ont été touchés indirectement.*

- **Niveau 2 :** Sensibilisation indirect à travers la diffusion et rediffusion des 48 émissions radios diffusées à raison de 8 émissions le mois soit 2 émissions par semaine.

Résultat : *Au moins 90063 personnes, membres des communautés parmi lesquelles 31455 femmes et 58580 hommes ont été touchés indirectement lors de la diffusion et rediffusion des différentes émissions à la Radio communautaire CANDIP de Bunia. Cfr rapport statistique de la population de la ville de Bunia 2025*

Tableau N° 5 : TABLEAU SYNTHESE DES RESULTATS DES ACTIVITES DE SENSIBILISATION

N°	VILLE ET COMMUNE	HOMMES	FEMMES	PARTICIPANTS DESAGREGE PAR CATEGORIE D'AGE					Total Participant s
				Hommes	Femmes	P . A	Filles	Garçons	
1. VILLE DE BUNIA (commune MBUNYA, NYAKASANZA et SHARI									
1	L'animation publique (Sensibilisation directe et participative)	5936	9182	3912	5484	0	3698	2024	15120
2	Sensibilisation des leaders communautaires	63	49	47	41	0	8	16	112
3	Sensibilisation de proximité (Sensibilisation porte à porte (par ménage)	213	921	179	683	0	238	34	1134
4	Sensibilisation des petites échelles (petit groupes	3236	5678	2228	3804	0	1874	1008	8914
5	Bénéficiaires directs touchés par les sessions de sensibilisations	0	2099	00	1281	0	818	0	2099
	TOTAL	9448	17929	6366	11293	0	6636	3082	27379

Commentaires : **27379 personnes dont** 17929 femmes parmi lesquelles 6636 jeunes filles, 9448 hommes, parmi lesquels 3082 jeunes garçons dont 0 P.A, ont été sensibilisé sur différents thèmes et suivi pour le changement des comportements tout au long du projet, soit du 11 Juillet 2024 au 31 Aout 2025.

Tableau n° 06 : Tableau synthèse résultat de sensibilisation Indirects sur la prévention des risques liés aux VBG, EAS/HS

N°	VILLE ET COMMUNE	HOMME S	FEMME S	PARTICIPANTS DESAGREGE PAR CATEGORIE D'AGE					Total Participant s
				Homme s	Femmes	P . A	Filles	Garçon s	
1. VILLE DE BUNIA (commune MBUNYA, NYAKASANZA et SHARI									
1	Sensibilisatio n indirecte à travers les différents supports de communicati on	33792	20208	22748	9098		11110	11044	54013
2	Sensibilisatio n de masse à travers les émissions radios	58580	31455	40718	13658		17797	17862	90063
	TOTAL	92372	51663	63466	22756		28907	26906	144076

Commentaires : **144076** personnes ont été touchées indirectement par les différents canaux de communication qui ont été mis en place par le projet dont (**54013 personnes** parmi lesquelles **33792 hommes** dont **11044** jeunes garçons et **20208 Femmes** dont **11110** jeunes filles ont été touchées par les sensibilisations indirects à travers les **3 panneaux** publicitaires installés dans 3 places publics de Bunia (Stade OPPO, route Aéroport et au marché centrale de Bunia), plus de 500 affiches placées dans différents lieux publics de la ville de Bunia, dépliants, panneaux de visibilité, portant le message de prévention et réponses aux risques liés aux VBG, EAS/HS, consulté par 200 personnes au minimum/jour, **90063 personnes** soit (10% de la population de la ville de Bunia), parmi lesquelles **58580 hommes** dont **26906** jeunes garçons, **31455** femmes dont **28907** jeunes filles ont été touchées directement à travers les différentes émissions diffusées et rediffusées à la radio communautaire CANDIP de Bunia et autres moyens de communication mis en place par le projet sur les différentes thématiques des VBG, EAS/HS et sur le CCC tout au long du projet.

Tableau N° 7 : Quelques thèmes de sensibilisation Développés lors des différentes sessions et séances de sensibilisation

Thèmes développés par les sensibilisateurs communautaires pendant les différentes séances de sensibilisation directes et participatives	
- Les types de VBG et leurs conséquences ; - Les formes des VBG ; - L'exploitation sexuelle ; - Abus sexuel ; - Viol et exploitation d'enfants ; - Harcèlement sexuel ; - Le mécanisme de gestion des plaintes et les canaux de signalisation pour déposer une plainte et leur fonctionnement ; - Comment dénoncer un cas de EAS/HS ;	- Différence entre viol, violence sexuelle, exploitation, abus sexuel ; - Les sanctions prévues par la loi en cas d EAS/HS ; - Les risques liés aux VBG, EAS/HS dans le processus d'identification et de sélection de bénéficiaires dans le cadre du projet transforme ; - Les services disponibles de prise en charge et circuit de référencement ;

- L'importance de l'autonomisation économique pour réduire la vulnérabilité des femmes ;	- Un animateur du projet transforme, vecteur de changement positif au niveau communautaire et dans son environnement de travail ; - Engagement de leaders communautaires et d'opinion à travers les pratiques redevables ; - Etc.....
--	---

Tableau N° 8 : PRODUCTION DES EMISSIONS RADIO (Quelques thèmes développés lors de diffusion et rediffusion des émissions radios)

N°	Thèmes développés	Commentaires
01	Lutte contre les VBG, EAS/HS dans le monde entrepreneurial dans le cadre du projet TRANSFORME - Différence entre viol, violence sexuelle, exploitation, abus sexuel ; - Les risques liés aux VBG, EAS/HS dans le processus d'identification et de sélection de bénéficiaires dans le cadre du projet Transforme ; - Les services disponibles de prise en charge et circuit de référencement ; - Un animateur du projet Transforme, vecteur de changement positif au niveau communautaire et dans son environnement de travail ; - Engagement de leaders communautaires et d'opinion à travers les pratiques redevables ;	Les émissions se produisent chaque mercredi et vendredi de la semaine
02	Comment dénoncer le cas des EAS/HS lors du processus de subvention dans le cadre du projet TRANSFORME - Le mécanisme de gestion des plaintes et les canaux de signalisation pour déposer une plainte et leur fonctionnement ; - Comment dénoncer un cas de EAS/HS ; L'importance de l'autonomisation économique pour réduire la vulnérabilité des femmes ;	Les auditeurs présentent leurs inquiétudes face aux canaux de signalement des plaintes
03	Luttons contre les VBG, EAS/HS dans notre environnement de travail et dans nos familles : - Formes des VBG ; - Types des VBG ; - Mission TRANSFORME en rapport avec la prévention et réponses aux VBG, EAS/HS ; - Sanction prévue en cas d'EAS/HS par un agent TRANSFORME ou tout travailleurs embauchés par les firmes de mises en œuvre des activités TRANSFORME ; ...	Les auditeurs démontrent combien les cas d'EAS/HS sont fréquent dans différents domaines de la vie, mais difficile de dénoncer par crainte de perdre les avantages voire même l'emploi
Au total 48 émissions radio ont été diffusées et rediffusées à la Radio CANDIP de Bunia et les réactions et points de vue des auditeurs restent partagés sur le projet TRANSFORME. Le temps maximal des productions pendant 6 mois a été de 1620 minutes soit 270 minutes de diffusion et rediffusion par mois		

3.2. VOLET PSYCHOSOCIAL ET SANTE MENTALE

La prise en charge psychosociale et santé mentale a consisté en une série d'activités à savoir l'identification, la sélection des points focaux, la formation et Briefing, les soutiens psychosociaux aux survivant.es, séances d'échange entre PF, la supervision formative et l'évaluation mensuelles des Points Focaux et Gestionnaires des Espaces sûrs. Ces derniers ont organisé les activités en faveur des survivantes notamment : observation, accueil, documentation, écoute active, diagnostic, psychoéducation, Counseling individuel, Counseling collectif, sensibilisation thérapeutique, suivi et visites à domicile de cas des VBG, médiation familiale et communautaire, orientation rapide de cas des VBG/ référence et contre référence selon de besoins des survivant-e-s.

Les activités majeures pendant la mise en œuvre du Projet ont été les suivantes :

1. Identification et sélection des **28** Points Focaux (14 à Bunia et 14 à Goma ;
2. Mise en place/ Redynamise des **14** Espaces sûrs ;
3. Formation des **28** Points Focaux sur la prise en charge psychosociale, la gestion des cas des VBG et Appui psychosocial ainsi que le mécanisme de référencement, la gestion des outils de prise en charge psychosociale et GBV-IMS, la Prise en charge psychosociale des enfants survivants, avec un accent mis sur les vulnérabilités particulières des filles adolescentes dans les 2 zones de santé de Bunia, et **14** Points focaux formés sur la Gestion des cas et appui psychosocial de VBG, EAS/HS ; Briefer sur le mécanisme de gestion des plaintes et les notions de base sur l'accompagnement juridique et judiciaires des survivants des VBG.
4. Accompagnement psychosocial et santé mentale des survivant-e-s des violences sexuelles et celles basées sur le genre ;
5. Paiement des frais de transport mensuel des points focaux et Gestionnaires des espaces sûrs ;
6. Accompagnement technique et coaching des points focaux dans la mise en œuvre des activités du volet psychosocial en rapport avec leurs plans de renforcement des capacités en fin de bien garantir une meilleure prestation des services offerts aux survivant.es pour leur prise en charge holistique ;
7. Supervisions formatives des Points Focaux et des staffs de terrain du volet psychosocial & santé mentale ;
8. Supervisions cliniques des activités mènes par points focaux et des staffs terrains du volet psychosocial & santé mentale ;
9. Evaluation des prestataires de services (PF) suivant les critères de performance (critères de qualités) ;
10. Collectes et analyses des données des activités du volet psychosocial et santé mentale au niveau des espaces sûrs et FOSA appuyer par le Projet ;
11. Renforcement de l'offre des services au niveau communautaire à travers les espaces sûrs pour que les femmes et filles aient accès, d'une manière sécurisée et confidentielle, aux informations et à une réponse holistique leur permettant de réagir aux incidents de VBG, d'accéder aux soins spécialisés et de recouvrir le contrôle de leur vie.

Les missions des supervisions formatives, des coachings ont été assurées par l'expert psychologue clinicien et les superviseurs de terrain pour chaque zone de santé. Les données ont été aussi régulièrement collectées et rapportées au rythme mensuel et trimestriel.

Difficultés rencontrées et mesures prises

Difficultés Rencontrées	Mesures prises/Recommandations
- La Situation sécuritaire volatile dans certaines villes d'interventions (ville de Goma et ville de Bukavu).	-Plaidoyer au gouvernement pour un rétablissement total de la paix dans les deux provinces.
- Nombre de jours de formation insuffisants (5 jours par module de formation) et le temps insuffisant pour les exercices pratiques d'apprentissages ; - Cas de maladies enregistrés pendant les formations soit la participante ou soit son enfant, etc.	- Renforcement de capacité des Points focaux via les supervisions formatives ou des Recyclages ; - Prévision des kits de secours.
- Manque de kit de jeux thérapeutiques pour enfants ; - Insuffisance d'appui sur la prise en charge des enfants issu /nés du viol, grossesse due au viol.	-Approvisionner des Espaces sûrs en Kit de jeux thérapeutiques pour enfants.
Niveau scolaire moins élevé de certains points focaux sélectionnés suite à notre approche de bénévolat des dynamiques communautaires ;	Amélioration de leur motivation malgré le bénévolat ;
- insuffisance de séances d'Intervision et d'échange d'expérience entre points focaux et infirmiers traitants ; -Manque de cadre d'échange entre les points focaux de différentes zones d'interventions.	-L'activité d'Intervision doit être pérenne pour aider les prestataires de première ligne à se décharger émotionnellement au quotidien ; - Organiser des échanges d'expériences entre les PF de différentes zones d'interventions.

• **Circuit de référencement entre les services.**

Au courant des phases du projet, la porte d'entrée a été majoritairement les Espaces sûrs avec un total de **50** cas des SVBG. Les survivant.es sont accueilli.es par les points focaux et Gestionnaires des espaces sûrs des 7 Espaces sûrs formés dans la Gestion des cas. Elles l'écoutent dans un endroit sûr, et les orientent selon les besoins exprimés, soit pour la prise en charge médicale, juridique et judiciaire, soit pour la prise en charge sécuritaire. Les points focaux (PF) des Espaces sûrs remplissent les billets de référence et orientent les survivant.es selon le besoin exprimé.

Tableau 9 : Tableau Synoptiques des cas des VBG par types et Formes

		Violence sexuelle et basée sur le genre						TOTAL
		Viol	Agression sexuelle	Agression physique	Mariage forcé	Déni de ressource	Violence psychologique	
0-17 ANS	Filles	14	0	0	0	0	0	14
	Garçons	0	0	0	0	0	0	0
18-59 ANS	Femmes	16	1	2	1	1	14	35
	Homme	0	0	0	0	0	1	1

60 ans et +	Femmes	0	0	0	0	0	0	0
	Hommes	0	0	0	0	0	0	0
	Total des incidents VBG, EAS/HS	30	1	2	1	1	15	50
ACTIONS PRISES	Orientation	30	1	2	1	1	15	50
	Plaidoyer	0	0	0	0	0	0	0
	Médiation familiale	0	0	0	0	0	0	0
	Sensibilisation	0	0	0	0	0	0	0
	Total Actions	30	1	2	1	1	15	50
Résultat obtenus	Administration de Kit PEP	9	0	0	0	0	0	9 12 50 0 0 0 0 0 3
	Soins médicaux	10	1	0	0	0	0	
	Accompagnement Psychologique	30	1	2	1	1	15	
	Plainte contre l'auteur	0	0	0	0	0	0	
	Transfert au parquet/ audiorat de l'auteur	0	0	0	0	0	0	
	Arrestation de l'auteur	0	0	0	0	0	0	
	Restitution des biens	0	0	0	0	0	0	
	Ouverture d'un dossier judiciaire contre l'auteur	3	0	0	0	0	0	
	Renonciation en cas de mariage forcé/précoce	1	0	0	0	0	1	

3.3. VOLET ASSISTANCE JURIDIQUE ET JUDICIAIRE

L'appui juridique et judiciaire apporté aux victimes des violences basées sur le genre dans le cadre de ce projet, est un appui conseil basé sur le droit. L'approche utilisée est celle basée sur la survivante/victime, c'est –à-dire que c'est la survivante/victime qui est au centre, elle détermine la nature de l'aide qu'elle veut à travers un consentement éclairé. Le volet travaille avec les sensibilisateurs communautaires. Ces derniers, une fois en contact avec les victimes au niveau de la communauté, réfèrent les cas, après consentement de la survivante, auprès de la Défenseure judiciaire qui est un praticien du droit afin que la victime soit rétablie dans ses droits.

Au cours de la période allant du 11 juillet 2024 au 30 Aout 2025, la défenseure juridique de Bunia à accompagne les cas suivants :

- **# 37** membres des communautés parmi lesquels **24 femmes et 13 hommes** ont bénéficié d'un appui conseil et orientations auprès de la défenseur judiciaire affecté au projet ;
- **# 3** Survivant.e.s. de VBG ont contactés la défenseure judiciaire affecté au projet pour une prise en charge juridique et judiciaire de leur dossier et ont été orientés vers les instances juridiques ;

- **# 3** cas des VBG orientés par la défenseure judiciaire pour instruction en justice ;

a. DEFIS MAJEURS

- Libertés provisoires accordées aux prévenus des VBG nonobstant les preuves qui gisent dans les dossiers, ce qui bloque la finalisation des dossiers, car les prévenus en liberté ne se présentent plus aux audiences pour comparaître
- Lenteur dans l'instruction des dossiers au niveau des offices (auditorats) et juridictions militaires suite au nombre insuffisant des magistrats militaires ;
- Difficulté liée au processus de justification des fonds et d'approvisionnement de fonds pour faciliter l'accompagnement des cas surtout par manque du paquet minimal pour la prise en charge des cas des VBG, EAS/HS qui nécessite des moyens financiers lors de la procédure juridique et judiciaire

Tableau N° 10 : Description des cas VBG déclarés dont les survivants (e)s bénéficient d'au moins un service fourni dans le cadre du Projet TRANSFORME

N°	Indicateurs	Mineurs		Majeurs		Total	Commentaires
		Garçons	Filles	Hommes	Femmes		
1	Nombre des cas de VBG ayant reçu la prise en charge psycho sociale	0	14	2	34	50	50 (48 femmes dont 0 PA et 2 hommes dont 0PA) cas de VBG passés par les Espaces sûrs communautaires pour les femmes et filles comme porte d'entrée.
2	Nombre de cas des VBG accompagnés sur le plan psychologique Déchargé.	0	12	0	29	41	41 cas des VBG accompagnés sur le plan psychosocial et santé mentale ont été déchargés, les autres sont encore en cours de déchargement.
3	Nombre de cas des VBG en cours de la prise en charge psycho sociale	00	2	2	5	09	09 cas de VBG sont en cours de traitement.
4	Nombre des cas de VBG ayant reçu la prise en charge médicale	00	8	0	2	10	10 cas référés par les Espaces sûrs communautaires vers les FOSA,
5	Nombre des cas de VBG éligibles au Kit PEP	0	8	0	2	10	Tous les cas ont été éligibles au Kit PEP mais n'ont reçu tous le Kit PEP.
	Nombre des cas de VBG non éligibles au Kit PEP	0	1	0	3	04	Le 04 cas non éligible au kit PEP se sont présenté après 72 heures
6	Nombre des cas de VBG ayant reçu le Kit PEP	0	8	0	1	09	1 cas n'a pas bénéficié du kit PEP suite à la rupture dans les structures sanitaires
7	Nombre des cas ayant reçu l'accompagnement Juridique / Judiciaire	0	2	0	1	03	03 Accompagnés juridiquement au niveau des Instances de Bunia

Commentaires : *il est difficile de trouver le total du tableau ci-dessus étant donné que chaque indicateur renseigne ses cas. Par conséquent, le total sera les cas accompagnés en*

3.4. APPUI AUX MECANISMES DE GESTION DES PLAINTES

Caritas-Développement Goma, partenaire chargée de la mise en œuvre des activités de « Prévention et réponse à la Violence Basée sur le Genre (VBG) /Exploitations et Abus sexuels/Harcèlement Sexuel (EAS/HS)», a été confiée la mission d'assurer un appui technique aux comités de gestions de plaintes mis en place par l'unité de coordination du projet TRANSFORME dès le lancement des activités dans les villes de Bukavu, Goma et Bunia. Pour y parvenir, le spécialiste en Suivi& Evaluation du projet a organisé des descentes dans la ville de Bunia pour réaliser cette activité dans la cadre du partenariat CADEGO-l'UCP TRANSFORMENT.

Dans le cadre d'appuyer l'équipe environnementale et sociale au sein de l'unité de coordination du TRANSFORME particulièrement dans la saisie, la gestion et le rapportage des plaintes liées aux VBG, EAS/HS lors de la mise en œuvre du projet, conformément au manuel du MGP développé et mis en place pour assurer une gestion éthique et confidentielle des plaintes liées aux VBG, EAS/HS, les activités et résultats escomptés ci- après ont été atteint :

Tableau 11 : Activités et Résultats atteints dans le cadre de MGP

I. ACCOMPAGNEMENT TECHNIQUE DES COMITES DE GESTION DES PLAINTES	
Activités	Description
Briefing des membres des comités de gestion des plaintes (CGP) sur le fonctionnement des Mécanismes de Gestion des plaintes dans le cadre du projet TRANSFORME.	L'activité a eu lieu dans la grande salle de la Commune de Mbunya et a connu la participation des 14 membres des trois comités de gestion des plaintes issus des trois communes de la ville (commune de Mbunya, de Nyakasanza et de Shali). Les thèmes développés ont porté sur les points suivants : - Généralité sur les mécanismes de gestion des plaintes ; - Diagramme de flux du mécanisme de feedback et réponse ; - Cycle de communication dans le mécanisme de feedback et réponse ; - Et Comment renseigner les différents outils liés au MGP (fiche de signalement, fiche de consentement, diagramme de rapportage, fiche de référencement ...).
II. APPERCU APRES CONSULTATIONS DES MEMBRES DE COMITES DE GESTION DES PLAINTES	
Thèmes	Description
Etat de lieu sur le fonctionnement des CGP depuis leur mis en place à nos jours	Pour un bon accompagnement technique des comités de gestion de plaintes (CGP) installés par le projet TRANSFORMENT, notre attention s'est focalisée sur les éléments suivants : - La perception des membres des CGP sur l'approche adoptée par le projet pour la désignation des animateurs des CGP dans les zones d'intervention ; - Appréciation du niveau de collaboration entre le projet TRANSFORME (l'antenne) et les CGP à travers les entretiens libres ; - Le nombre des séances de travail déjà réalisées dans le cadre de MGP avec l'équipe TRANSFORME ; - Revue des outils de collecte et de gestion des plaintes mis à la disposition des CGP ; - Les difficultés rencontrées par les CGP dans le cadre des activités ; - Les pistes de solution pour mieux attendre les objectifs.
1. Forces	Lors de nos échanges réalisés au cours du mois de Mai 2025 dans la ville de Bunia avec les CGP sur les points soulevés dans le paragraphe ci-dessus, nous

	avons pu collecter certaines informations qui nous ont permis d'identifier certaines qualités des CGP dans le cadre du projet TRANSFORME. Ces qualités sont les suivantes : - Le dynamisme : Les membres des CGP sont toujours disponibles et déterminés pour répondre aux rendez fixés par les partenaires (TRANSFORME-CARITAS) dans l'exercice de leurs fonctions ; - Envie d'apprendre : Les membres des CGP expriment quotidiennement les besoins en termes de capacitation en MGP pour assurer en toute efficacité leur travail.
2. Défis	Les défis identifiés sont les suivants : - Faible timing accordé aux activités de MGP : Lors des entretiens, les membres des CGP, demandent aux partenaires (TRANSFORME-CARITAS) de multiplier les séances de rencontre. - Equipes moyennement outillées : Les membres des CGP demandent aux partenaires (TRANSFORME-CARITAS) d'accorder plus des moyens aux activités de renforcement de capacités - Faible temps de suivi : Les CGP expriment le besoin d'être souvent visités par l'équipe TRANSFORME locale pour s'enquérir de leur évolution.
Piste de solution	4. Révision des stratégies initiales mises en place par l'UPC TRANSFORME dans le cadre des MGP : Observation : Après avoir parcouru la liste des membres des CGP de toutes les trois villes, il a été constaté que tous les comités de gestion des plaintes sont présidés par les bourgmestres, à l'exception de la commune d'IBANDA où le CGP est présidé par le chef de bureau de la commune. Après nos analyses, nous avons constaté que cette approche constitue une barrière pour l'accessibilité des MGP mis en place vu le statut des responsables des CGP. Proposition : vu le résultat non fructueux des CGP, il serait mieux de restructurer ces comités en mettant en tête les personnes facilement abordables, comme les membres des sociétés civiles, les responsables des jeunes, les responsables des organisations féminines... 5. Désignation par l'UPC TRANSFORME, un point focal MGP pour la ville de Bunia : Dans nos différentes rencontres avec les CGP, ils ont souvent déploré l'absence d'un interlocuteur permanent de la part de TRANSFORME. Cela étant, il serait important de déployer un staff qui sera chargé de suivre quotidiennement les activités des CGP. 6. Allocation d'un budget consistant au MGP : Pour assurer l'efficacité des CGP, il serait souhaitable d'allouer un budget consistant aux activités de MGP pour assurer la capacitation des membres des CGP et d'en déduire un petit montant pour des collations légères lors des réunions, pour leur transport et le crédit de communication pour les appels autour des activités de MGP.
Collaboration des CGP avec l'équipe terrain de la CARITAS développement Goma - ville de Bunia	Pour obtenir des résultats satisfaisants dans le cadre des activités du projet en général et de MGP en particulier , la Caritas développement Goma en collaboration avec l'UCP TRANSFORME ont défini des stratégies efficaces pour vulgariser les messages du projet à travers les canaux suivants: (i) la diffusion et rediffusion des émissions sur la radio communautaire, (ii) les grands panneaux placés dans les lieux publiques,(iii) les pancartes placées aux espaces sûrs et dans les trois communes, (iv), les boîtes à images, (v) les dépliants, (vi) les affiches...

	Dans chacune de ces voies, sont vulgarisés les deux numéros verts de la Caritas Goma pour permettre aux bénéficiaires de dénoncer toute plainte liée aux VBG-EAS/HS. Les équipes terrain Caritas en collaboration avec le pool des mobilisateurs communautaires du projet ont été chargés d'indiquer les communautés bénéficiaires, à travers les émissions radio, les voies par lesquelles elles peuvent faire recours en cas d'une plainte ou besoins d'informations liés aux activités du projet TRANSFORME en général, et spécifiquement celles liées aux VBG-EAS/HS.
Conclusion	La crise sécuritaire que connaît l'Est de la R D Congo n'a pas permis à la Caritas Développement Goma à réaliser paisiblement sa mission de Prévention et réponses aux violences basées sur le genre (VBG) EAS/HS Pool Est, telle qu'a été prévu. Malgré la persistance de cette crise, les équipes se sont mobilisées dans la mesure du possible pour faire l'essentiel avec appui des antennes locales du projet TRANSFORME.

3.5. SUIVI & EVALUATION

Durant la période de mise en œuvre, le volet suivi & évaluation a atteint les résultats ci-après :

- **# 4 missions** de suivi et évaluation des activités sur terrain ont été planifiées et réalisées. ;
- **# 6 missions** de supervisions formatives et de coaching ont été réalisé par les experts et spécialistes des différents volets dans le cadre de rapprochement des staffs terrains et la coordination du projet ;

Une mission d'évaluation et de capitalisation a été réalisée dans le cadre de capitaliser les résultats obtenus pour cette phase de mise en œuvre, la quelle a été focalisée sur le bulletin communautaire de performance (BCP). Vu les organisations de l'évaluation de l'impact sur le terrain, l'atelier de présentation des résultats devra être organisé sur recommandation de l'UCP TRANSFORME, car très nécessaire pour l'évaluation finale.

Tableau N°12 : Synthèse des supervisions formatives réalisées en faveur des acteurs communautaires : Points focaux et Gestionnaires des Espaces sûrs communautaires et des sensibilisateurs communautaires

	THEME	CIBLES communautaires	PERIODE	RESULTATS
1.	Supervision formative sur le Référencement et contre-référencement.	14 Points focaux ciblés dans 7 espaces sûrs communautaire de Bunia	T2, T3 et T4 2025 et T1 2024	14 points focaux ont été supervisés
2.	Supervision formative sur le circuit de référencement des survivants des VBG, EAS/HS.	21 sensibilisateurs communautaires (7pools) de Bunia	T2, T3 et T4 2025 et T1 2024	21 sensibilisateurs communautaires ont été atteints
3.	Suivi des référencements et PEC des SVBG dans	7 IT ciblés (ou ITA) de 7 FOSA	T3 et T4 2025	7 agents (IT, ITA ou infirmier du service) ont été

	les FOSA du projet			atteints
--	--------------------	--	--	----------

Commentaires : Particulièrement durant la mise en œuvre du projet, 4 missions de supervision formative ont été organisées, la 1^{ère} orientée vers les PF /APS/ Gestionnaires des espaces sûrs communautaires pour les femmes et filles, une mission de supervision sur le système de référencement à raison de 4 jours par mission, ce qui nous a permis de visiter en moyenne 7 FOSA dont 6 FOSA de la ZS de MBUNYA et 1 FOSA de la Zone de santé de Rwampara auquel nous avons ajouté une journée de supervision sur les circuits de référencement des survivants des VBG, EAS/HS orientée vers les sensibilisateurs communautaires des chaque Point chaud, ceci dans les 2 ZS. Nous avons aussi rencontré les IT et/ou les ITA, et parfois les accoucheuses chargées de la PEC des SVBG dans la FOSA. Nous avons eu à rencontrer au total : 7 agents (IT, ITA ou infirmiers du service) de 7 FOSA partenaires.

Pendant nos activités de supervision, nous avons visité les registres des cas, le stock des billets de référencement disponibles, leur remplissage, ainsi que les billets de contre-référence venus des autres services de prise en charge.

Dans les FOSA les activités de supervision consistaient beaucoup plus à un entretien avec les ressources humaines impliquées dans le service de prise en charge médicale, l'existence du service ainsi que la disponibilité de l'équipement, y compris le kit PEP.

S'agissant de la disponibilité des Kit PEP dans les FOSA, durant la période du projet, sur les 7 FOSA partenaires du projet, nous avons noté certaines ruptures des stocks des kits qui ont été attribué au retard d'approvisionnement de la structure au BCZ. Pour des cas qui se sont présentés pendant des tels moments, les survivant.es VBG ont été orientés dans les Centres de Santé voisins pour couvrir le besoin. Durant la période du projet, excepté pour 4 cas, les 10 survivantes des viol enregistrées, qui se sont présentées aux FOSA dans le délai de 72 heures ont toutes reçu des kits PEP. Notons cependant que durant la mise en œuvre du projet de Juillet 2024 au 30 Aout 2025, sur les 2 ZS retenues au projet TRANSFORME dans la ville de Bunia, la rupture des kits PEP est souvent remarquée vu la rupture du contrat du partenaire IMA qui ravitailler régulièrement les intrants aux ZS de L'Ituri.

Notons aussi que dans les AS où la collaboration a été bonne, il n'y a pas manqué cependant des lamentations de la part des prestataires de santé, particulièrement pour les mêmes raisons de non-paiement des frais de prise en charge des SVBG.

4. IMPACTS DES ACTIONS MENEES

Du 11 Juillet 2024 au 30 Aout 2025, une mission de « de Prévention et Réponses aux risques liés aux VBG, EAS/HS » dans le cadre du projet TRANSFORME dans les villes de Goma, Bukavu et Bunia, province du Nord Kivu, Sud Kivu et Ituri, financé par la Banque Mondiale à travers le Ministère de Petites et Moyennes Entreprises (PME) via l'Unité de Coordination du Projet (UCP TRANSFORME) est exécuté par la CARITAS, en collaboration avec des partenaires locaux.

Les Violences Basées sur le Genre (VBG), Exploitation et Abus Sexuel (EAS), Harcèlement sexuel (HS), constituent une problématique grave et persistante, affectant les droits humains fondamentaux et le bien-être des personnes, en particulier des femmes et des filles, au sein des communautés.

L'objectif principal de la mission consiste à appuyer le projet TRANSFORME dans l'atténuation des risques, et réponses aux VBG, EAS et HS, liées à sa mise en œuvre, et dans le soutien holistique aux survivant(e)s dans les zones du projet., de promouvoir les nouvelles et anciennes entreprises des femmes et jeunes filles pour leur autonomisation. Elle a également visé à mobiliser les acteurs locaux pour une action concertée contre les

violences et à encourager les survivantes à dénoncer les abus dont elles seraient victimes.

La mission a eu des impacts directs à savoir :

- Différentes couches de la population ont bénéficié directement et indirectement des activités organisées par le projet, à travers des supports de communication mis en place, les séances de sensibilisation de grande envergure qui ont été organisées par les acteurs communautaires à travers différents canaux de communication afin de mieux informer la population sur les différentes formes de VBG et sur les façons de les prévenir et surtout amener les survivantes à dénoncer à travers différents mécanismes mis en place par le projet ;
- Les activités ont été contraintes dans la ville de Goma et Bukavu à cause de l'occupation de ces 2 villes par les rebelles du M23 et elles s'étaient concentrées dans la seule ville de Bunia favorisant la coopération entre les acteurs communautaires, les autorités locales et les différentes parties prenantes pour lutter contre ce problème ;
- Les communautés ont reconnu que de nombreuses formes de VBG et plus particulièrement les cas d'EAS/HS sont fréquents dans le monde professionnel et entrepreneurial, mais qu'ils restent souvent ignorés ou non signalés en raison d'un manque de connaissance ;
- Nous croyons fermement que les femmes et filles entrepreneurs bénéficiaires directes du projet TRANSFORME seront capables de dénoncer tout abus, et exercer leurs activités entrepreneuriales dans un environnement sûr et protecteur.
- Les violences basées sur le genre (VBG, EAS/HS ne devront pas être considérées comme normales pour accéder à une aide ou un service quelconque dans les communautés de Bunia. C'est pourquoi, CARITAS s'engage à collaborer avec les communautés en générale et les femmes et filles entrepreneurs en particulier, pour mettre fin aux violences, Abus et exploitation ainsi que les harcèlements sexuels dont sont victimes ces dernières, tout en les amenant à dénoncer les auteurs d'abus et prendre des mesures strictes pour les décourager, tout en soutenant les victimes dans leur rétablissement et leur autonomisation ;
- La CARITAS a amené les membres des communautés à faire preuve d'engagement collectif pour prévenir les VBG, EAS et HS qui constituent un frein à l'épanouissement de la femme et de la jeune fille »,
- La mise en œuvre des activités de Prévention et Réponses aux risques liés aux VBG, EAS/HS par la CARITAS dans la Ville de Bunia a été un succès remarquable dans la lutte contre les VBG. Elle a permis non seulement de sensibiliser les communautés et bénéficiaires directs, mais aussi de renforcer les capacités locales pour mieux prévenir et répondre aux VBG ;
- Le projet TRANSFORME, financé par la Banque Mondiale, continue de jouer un rôle fondamental dans la promotion de sociétés inclusives et exemptes de violence. Il œuvre à la promotion des femmes et filles entrepreneurs tout en réduisant les risques liés à l'exploitation et abus sexuel ainsi que les HS dont sont victimes les femmes et filles ;
- Dans cette perspective, nous croyons que le projet TRANSFORME facilitera l'amélioration des conditions du climat d'affaires, les moyens de subsistance, et la diversification des activités entrepreneuriales en faveur de la femme et la jeune fille qui se reposera sur un soutien des femmes entrepreneures et création des nouvelles entreprises et les PME qui permettra de professionnaliser les femmes entrepreneures, d'élargir la réserve de nouvelles entreprises et d'améliorer les performances des PME et permettre à ces dernières d'accéder au financement auprès des institutions

financières participantes (IFP) tout en préservant leur dignité et leur protection pour une autonomisation effective.

4.1. Collaboration avec l'UCP et avec les autres firmes de mise en œuvre du Projet

4.1.1. Collaboration avec l'UCP

La collaboration de l'Unité de Coordination du Projet et l'organisation d'exécution de la mission a été très étroite et significative durant toute la durée du projet. L'organisation des différentes séances de partage, harmonisation, coaching et orientations nous a permis d'améliorer la qualité de notre prestation sur terrain.

L'accompagnement technique des différents spécialistes par volets a été d'une importance très capitale pour la réussite de la mission.

La collaboration avec l'UCP TRANSFORME et les bureaux des antennes au niveau provincial nous a permis de mesurer l'impact réel des programmes élaborés et des actions de terrains sur le long terme et **mettre en commun nos efforts** indépendamment de notre taille ce qui a été un excellent moyen pour renforcer mutuellement les capacités et une des solutions pour combler les lacunes auxquelles on faisait face. L'UCP a placé ces partenariats au centre des stratégies et nous a permis à notre tour de mutualiser l'expertise du secteur avec d'autres partenaires techniques présent dans les zones d'interventions.

Sous cet angle, le partenariat entre l'UCP et la CARITAS Goma a été un reflet de l'évolution des pratiques d'intervention plus longues avec des objectifs d'influence et de changement social plus marqués qui a été pour nous une approche convaincante pour mobiliser d'autres sources de financement.

4.1.2. Collaboration avec les autres firmes de mise en œuvre du Projet

Au cours de l'exécution de la mission, la collaboration avec d'autres firmes de mise en œuvre n'a pas été bonne, du fait que l'accès aurait été conditionné par la correspondance de l'UCP TRANSFORME auprès d'autres firmes, laquelle autorisant l'accès et collaboration liés aux activités du projet.

En titre d'exemple, lors des activités des femmes et filles sélectionnées dans le cadre du COPA, la firme nous a refusé tout accès aux salles de formations et aux bénéficiaires sous prétexte que les bailleurs n'autorise pas que d'autres partenaires réalisent leurs activités sans son aval.

Deuxièmement, les autres firmes de mise en œuvre du projet TRANSFORME ne sont pas encore connu et la coordination des firmes au niveau de chaque zone n'est pas encore mise en place pour faciliter les échanges et coordination des activités pouvant intensifier la collaboration effective qui aboutirai à :

- Une Confiance permettant de s'engager ouvertement et sans réserve qui se cultivera grâce à des actions cohérentes, une communication claire et un engagement démontré envers des objectifs communs ;
- La transparence et une communication claire à travers laquelle nous allons observer et comprendre les actions et les intentions de chacun ;
- L'intégration des perspectives pour garantir que toutes les voix soient entendues et valorisées qui pourra se réaliser grâce à des forums ou des ateliers structurés où les parties prenantes sont invitées à partager leurs points de vue et à contribuer au

processus décisionnel pour l'atteinte des objectifs assignés par l'UCP TRANSFORME.

4.2. Les défis rencontrés et les leçons apprises ;

4.2.1. Défis rencontrés

a) En rapport avec le volet Communication

Les défis dans ce volet restent :

- Nombre des sensibilisateurs communautaires est insignifiant en rapport avec la zone couverte par le projet dans les 3 communes de Bunia (Shari, Nyakasanza, Mbunya), les 21 sensibilisateurs ne couvrent pas même ¼ de la ville ;
- Les comités d'éveils communautaire constituer des cadres de base, acteurs communautaires ne s'impliquent pas tellement dans les activités de sensibilisation et communication sous prétexte qu'ils n'ont pas été consulté
- Les autorités politico-administrative ont refusé tout rassemblement des personnes pour toute activité compte tenu de la situation sécuritaire qui prévaut dans la zone durant la phase de mis en œuvre, laquelle a joué sur les cibles ;

b) En rapport avec le volet Psychosocial et santé mentale

- c) En rapport avec la sauvegarde Environnementale et le MGP
- d) Sur le plan logistique
- e) Sur le plan coordination des activités

5. LEÇONS APPRISSES ET HISTOIRES DE SUCCES

Lors de la mise en œuvre des activités de ce projet, nous avons compris que ce projet vise à transformer la perception de VBG, EAS/HS dans le monde entrepreneurial et de montrer que la lutte contre ce phénomène à l'encontre de la femme est une clé essentielle pour créer des communautés et des environnements de travail plus respectueux, égaux et exempts de violences.

Sur le plan général

La promotion et l'autonomisation de la femme et la jeune fille est possible dans la mesure où nous luttons contre les VBG, EAS/HS au niveau communautaire car cela constitue une problématique grave et persistante, affectant les droits humains fondamentaux et le bien-être des personnes, en particulier des femmes et des filles, au sein des communautés. Ces violences englobent des abus physiques, sexuels, psychologiques, et économiques, qui sont perpétrés en raison de l'appartenance à un genre. Comprendre les causes profondes et promouvoir des actions communautaires adaptées est essentiel pour éradiquer ce fléau.

Au niveau familial

Les Formes de VBG prennent plusieurs formes et affectent la femme et la fille à long terme et handicapent la promotion de celle-ci en termes d'initiative visant son autonomisation.

En titre d'exemple :

- **Violences physiques** : coups, sévices corporels infligés souvent dans le cadre domestique affectent le bien-être de la ménagère ;

- **Violences économiques** : la privation de ressources financières, interdiction d'accès à un travail ou de contrôle de ses revenus rend la femme dépendante affectant l'économie de la famille ;
- **Violences psychologiques** : les insultes, dénigrement, isolement social forcé ... affecte le mentale de la femme avec des conséquences fâcheuses à long terme.

Au niveau communautaire

Les Causes des VBG au niveau communautaire serait à l'origine du non épanouissement, freine le développement des initiatives entrepreneuriales de la femme et la jeune fille.

Parmi ces causes des multifactorielles et complexes nous citons :

- **Normes sociales et culturelles** : Les rôles de genre rigides et les croyances patriarcales renforcent les inégalités de pouvoir et justifient souvent les abus.
- **Manque d'éducation et de sensibilisation** : L'absence de connaissances sur les droits des femmes et l'égalité des genres favoriser l'acceptation des VBG dans la communauté.
- **Précarité économique** : Dans de nombreuses communautés, la dépendance économique des femmes à l'égard des hommes exacerbe leur vulnérabilité aux abus économiques et domestiques.
- **Impunité des agresseurs** : Le manque de systèmes judiciaires et de protection efficaces laisse souvent les auteurs de violences sans conséquence.

Pour y remédier efficacement nous proposons une Approches Communautaires de lutte contre les VBG, EAS/HS laquelle centrée sur la communauté en développant les stratégies de :

- La Sensibilisation et Éducation communautaire ;
- Le Renforcement des Capacités locales à travers les comités d'éveil local de lutte contre les VBG,
- Soutenir et accompagner les survivantes pour leurs accès aux services disponibles ;
- Amener les hommes et garçons à s'engager pour la promotion de la masculinité positive ;
- Renforcer le cadre Juridique et Institutionnel en faveur de la femme et la jeune fille.

6. HISTOIRE DE SUCCES

Lors d'animation des différentes sessions et séances de sensibilisation sur différents thèmes de prévention et réponses liés aux risques des VBG, EAS/HS, la population de la ville de Bunia semblait être ignorante face à cette thématiques en pensant que les VBG était réservé aux populations (femmes et filles rurales), mais à travers l'animation et sensibilisation sur différentes formes et types des VBG, elle a compris que plusieurs formes et types des VBG sont commis au niveau familial, communautaire et restent méconnus. Les membres de la communauté en général et les leaders et cadres de base en particulier ont décidé de s'engager pour lutter contre les VBG, EAS/HS au niveau familial, communautaire, dans le monde professionnel, et entrepreneurial et militer à la promotion de la femme et la jeune fille pour sa parfaite autonomisation.

Un partenaire technique au niveau du bureau UNFPA Bunia, lead du cluster VBG déclare :

« Dans le cadre du projet TRANSFORME, et plus spécifiquement sur les volets VBG/EAS/HS, portés par CARITAS GOMA, avec l'appui technique et financier du Ministère des Petites et Moyennes Entreprises (PME) et la Banque mondiale (BM), nous devons veiller à ce que tous les hommes et garçons embauchés par les firmes de mis en oeuvre aient une perception plus positive des femmes, des filles et de leurs pairs masculins », Cette approche devra s'inscrire dans la promotion des féminités et masculinités positives, car nous savons que la manière dont nous percevons les autres influences grandement la façon dont nous interagissons avec eux et les respectons »,

L'importance d'impliquer les hommes dans la prévention des VBG, EAS/HS

Pour sa part, Joseph KIKUNI, responsable volet VBG bureau UNFPA Bunia a souligné l'importance d'impliquer les hommes et les garçons dans la prévention et la lutte contre les VBG, EAS et HS.

« L'implication des hommes et des garçons dans ce travail de transformation de perception, de prévention et de lutte contre les VBG, EAS et HS est essentielle. Il ne s'agit pas seulement de les sensibiliser, mais de les engager activement dans un processus de réflexion qui challenge leurs perceptions et comportements traditionnels envers les femmes et les filles », a-t-il indiqué.

« Un environnement exempt de VBG/EAS/HS est possible, mais cela exige que chacun, à son niveau, joue un rôle actif dans ce changement. Ce n'est pas uniquement la responsabilité des femmes et des filles entrepreneurs, mais de chaque membre de la communauté, des hommes et des garçons en particulier », a-t-il ajouté.

M. Joseph KIKUNI a fait savoir que la promotion des féminités et des masculinités positives dans le cadre du projet « TRANSFORME » est d'une importance capitale pour créer un environnement de travail et de vie harmonieux et respectueux. Ce changement nécessite un effort collectif, une éducation, et un engagement de tous pour assurer la transformation des mentalités et l'éradication des violences dans le monde professionnel et entrepreneurial.

« Ensemble, faisons en sorte que chaque action entreprise soit un pas de plus vers un monde où le respect, l'égalité et la dignité règnent en maître », a-t-il conclu.

7. RAPPROCHEMENT ET CONSOMMATION DU BUDGET :

N°	Situation globale du Projet			Situation de décaissement à la clôture du contrat		Total décaissement à la fin du Projet	Solde	Taux decais global (%)
	Sous projet	Coûts du contrat	Durée du contrat signé	MOD	Activités déléguées			
	Contrat N° ZR-TRANSFORME-395626-CS-CQS : Lot N°3 Pool Est ».		Du 11/07/2024 au 30/08/2025	\$ 85286,00	114 814,00 \$ 15 050,47\$ (IPR)	\$		%
Total								%

8. OBSERVATIONS FINALES

Les campagnes de sensibilisation ont connu de succès grâce à la stratégie mise en place par l'équipe de la CARITAS GOMA dans la mobilisation et à l'implication des autorités administratives, Cadres de base et informateurs clés (leaders communautaires et celles en charge de la sécurité dans les zones d'intervention. Le résultat escompté ne pourra être atteint que par un contact permanent entre la CADEGO et les comités de veille communautaire.

Toutefois, dans les zones d'interventions, la mobilisation n'a pas été à la hauteur de nos attentes, dans la mesure où les tensions ethniques et communautaires sont encore vives et le climat de méfiance et de suspicion rend difficile toutes les démarches entreprises de lutte contre les VBG, EAS/HS et la réconciliation pour une cohabitation pacifique des communautés pour prévenir les risques liés aux VBG. La CADEGO entend faire en sorte, à la faveur de la mission de documentation, d'insister davantage sur l'impératif de Prévention et atténuation des risques liés aux VBG, EAS/HS.

9. DIFFICULTÉS RENCONTRÉES

Les défis et difficultés rencontrés pendant la mise en œuvre des activités de ce projet sont les suivants :

1. L'occupation des Villes de Goma et de Bukavu par les rebelles de l'AFC/M23 appuyés par le Rwanda a occasionné la suspension des activités dans ces deux Villes ;
2. La résistance de plusieurs Médecins Chef de Zone de Santé dans la signature des protocoles de collaboration mettant à la disposition de la CADEGO les structures sanitaires de prise en charge jugeant l'enveloppe prévue pour leur supervision d'insignifiante par rapport à celle que les autres partenaires proposent ;
3. La non prise en compte de moyen financier dans le budget du projet pour l'appui en carburant et l'entretien des engins roulants utilisés par la CADEGO dans la mise en œuvre des activités ;
4. La modicité des frais alloués aux Assistantes Psycho-Sociales et Mobilisateurs Communautaires affecte négativement sur les engagements de ces prestataires communautaires dans la réalisation de leurs missions ;

5. La réticence de certaines couches des populations face aux messages des VBG, EAS/HS et surtout sur le thème de réconciliation et cohabitation pacifique. Les blessures étant encore vives, ces populations réclament justice, dédommagement et assistance (psychologique, matérielle...) De la part du Gouvernement ;
6. D'autres populations s'attendaient à recevoir de la part de l'équipe CARITAS une aide financière et matérielle dans les camps des déplacés internes (IDPs) ;
7. La grande partie de la population dise n'avoir pas de connaissances ni d'information sur les activités de TRANSFORME en rapport avec la sélection des femmes et jeunes entrepreneurs et ne savent pas les critères pour être candidate, un obstacle à la sensibilisation du fait que la majorité des personnes ciblées (femmes et jeunes filles) ne s'intéressent qu'au message de la formation des entreprises ;
8. La communauté présente un défi d'accès aux canaux de signalement des plaintes mis en place par TRANSFORME au niveau des communes, vue la présence des éléments de la police commis aux différentes communes et les agents du service de renseignements qui menacent les gens qui s'approche des boîtes à suggestions et la population manifeste un climat de méfiance face à ce service ;
9. Lors de l'enregistrement des femmes et filles entrepreneurs les travailleurs de la firme de mise en œuvre à obliger certains bénéficiaires à payer un montant variant entre 10000 FC à 5\$, une situation qui a suscité des réactions et qui risque de mettre en cause d'autres activités du Projet ;
10. Le coût de paiement de location de l'espace pour les panneaux publicitaires élevés inclus d'autres taxes des communes et services habiletés ;

10. PÉRENNISATION DES COMITES DE VEILLE ET DE L'ACTION EN GENERAL

Les comités de veille installés dans les différents quartiers ont un rôle très important à jouer. En effet, en dehors de leur rôle de servir de relais quant à la formation qui leur a été donnée, ces derniers vont servir de courroie de transmission entre la CARITAS DEVELOPPEMENT GOMA et les populations. En plus, ils aideront la structure dans le cadre de la documentation qui constitue la seconde phase du projet en servant de guide. Autrement dit, ils nous accompagneront durant tout le processus de documentation. Ces comités sont constitués de 8 personnes dont 3 sensibilisateurs communautaires et 5 leaders communautaires (informateurs clés) qui se réunissent une fois le mois autour d'évaluation du plan d'atténuation des risques liées aux VBG, EAS/HS.

En outre, ces derniers serviront d'organes d'alerte d'éventuels cas des VBG, EAS/HS et autres conflits au niveau communautaire. Au total 14 comités d'éveil communautaires ou des mitigations/ d'atténuation des risques VBG, EAS/HS sont opérationnels et fonctionnels et ont bénéficié d'un appui financier de 100\$ pour la mise en œuvre de leurs plans, une somme qui semble être trop minime vue l'importance de l'implication de ces acteurs pour la pérennité des actions du projet au niveau communautaire.

TABLEAU DES SUGGESTIONS ET RECOMMANDATIONS

N°	Recommandations	Responsable	Echéance
1	Que l'enveloppe prévue pour l'appui aux structures sanitaires et la supervision par des Zones de Santé ciblées soit revue légèrement à la hausse pour faciliter à la CADEGO l'obtention des tous les protocoles de collaboration signés ;	UCP TRANSFORME	De que possible
2	Que les frais alloués aux Assistantes Psycho-Sociales et Mobilisateurs Communautaires soient améliorés pour les motiver à réaliser effectivement leurs missions ;	UCP TRANSFORME	De que possible
3	Que l'on tienne compte des frais d'achat de carburant et d'entretien des engins roulants qui sont utilisés dans le cadre de la mise en œuvre des activités du projet	UCP TRANSFORME	De que possible
4	Que l'UCP TRANSFORME revoit la composition des Comités de Gestion des plaintes qu'elle avait mis en place pour créer un environnement permettant l'accès facile aux bénéficiaires d'adresser leurs plaintes.	UCP TRANSFORME	De que possible
5	La question de référencement médical vers les structures (Espaces sûrs) pose problème malgré la diffusion du protocole de collaboration, les C.S manifestent une méfiance, cela provient du BCZS qui n'ont pas un esprit de collaboration évoquant le mode de paiement tardif de factures et le montant proposé très minime.	CARITAS et BCZ	De que possible
6	Par leur proximité géographique et relationnelle, les acteurs communautaires détiennent une expertise pratique pour rejoindre les personnes vulnérables ainsi qu'une connaissance approfondie de leurs besoins. Ils doivent être partie prenante des projets de sensibilisation communautaire afin de moduler et d'adapter les stratégies en fonction des caractéristiques propres à chaque milieu. TRANSFORME devra tenir compte de ces aspects pour que la communauté se sente impliquée dans les actions	TRANSFORME	Lors d'autres séances
8	Amélioration de l'enveloppe de mise en œuvre des plans d'atténuation des risques en faveurs des comités de veille communautaire pour la pérennité des actions/ acquis du projet	UCP TRANSFORME	De que possible
9	Multiplier les séances de sensibilisation par radio voir même signer de protocoles de collaboration avec d'autres radios communautaires pour une large diffusion des messages en faveur des toutes les couches des populations vue les tendances à connotation ethniques	CARITAS	Activités continues
10	Organiser une séance d'échange tripartite entre la firme de lise en œuvre KIVU ENTREPRENEUR, CARITAS GOMA et bureau Antenne de BUNIA pour éclaircir le dossier relatif au paiement obligatoire imposé aux bénéficiaires pour avoir des arguments convainquant lors des séances de sensibilisation	KIVU ENTREPRENEUR, CARITAS, Antenne TRANSFORME BUNIA	De que possible
13	Le développement des modes de reconnaissance explicites et récurrents du travail de sensibilisateurs communautaires dans les	CADEGO	Fait

	différents quartiers des 3 communes de BUNIA consolide le dialogue entre les différents secteurs.		
14	Sollicitons la création, le maintien et la consolidation des espaces de prise de parole citoyenne en vue de : 1) Partager les informations sur les services et les ressources ainsi que sur les besoins des communautés dans les différents points chauds identifiés ; 2) Développer une compréhension commune sur les actions et activités de TRANSORME au niveau communautaire ;	TRANSFORME	De que possible
15	À court terme, réunir les actrices et les acteurs des différentes commune et quartiers ayant mis en place des approches de proximité (brigade, sensibilisation communautaire, etc.) durant les interventions précédentes similaires pour réfléchir : au devenir de ces pratiques et favoriser l'action complémentaire et concertée sur le long terme en vue de répondre aux besoins émergents des populations ; aux mécanismes à mettre en place pour assurer la participation communautaire dans les activités de TRANSFORME.	TRANSFORME	De que possible

CONCLUSION

La Caritas-Développement Diocèse de Goma vient d'appuyer la mise en le projet TRANSFORME dans la mise en œuvre des activités liées à la prévention et réponse aux Violences Basées sur le Genre, Exploitations et Abus Sexuels et Harcèlements Sexuels durant 15 mois dans les Villes de Goma, de Bukavu et de Bunia qui forment le pool Est dudit projet.

Les réalisations concrètes de ce projet sont remarquablement et chronologiquement présentées dans les livrables produits et envoyés par le consultant (CADEGO) au client (UCP TRANSFORME).

En premier lieu, la note du cadrage assortie d'un plant opérationnel d'activités a visualisé notamment le contexte, l'enjeu et les objectifs du projet et a permis d'identifier la valeur ajoutée, d'aligner les besoins avec la stratégie à utiliser ainsi que l'emplacement des interventions, les cibles, les bénéficiaires, les ressources humaines et matérielles.

En second lieu, une cartographie des fournisseurs des services de prévention et de réponse aux VBG de chaque de ces trois Villes a été rendue disponible. Ce processus a permis notamment l'identification et la sélection des points chauds où il y a eu une prévalence remarquable des incidents VBG et des structures sanitaires pour la prise en charge médicale des survivant (e)s des VBG, EAS/HS. Les consultations communautaires mettant en évidence les thèmes clés et les risques identifiés ont été réalisées dans les trois Villes concernées.

Les différentes séances de renforcement des capacités dont les Assistantes Psycho-Sociales (APS) et les Mobilisateurs Communautaires (MOBCOM) ont été bénéficiaires ont favorisé la production du travail de qualité par ces prestataires communautaires dans le cadre de la mise en œuvre des tâches qui leur étaient confiées.

Les activités de sensibilisation menées à travers différents moyens, outils et canaux contenus dans la stratégie de communication et son plan de mise en œuvre appuyé par son dispositif

du suivi de ladite mise en œuvre, le rapport de production des supports de communication ont disséminé les messages clés liés à tout ce qui touche les objectifs du projet auprès des milliers de bénéficiaires directs et indirects dans la Ville de Bunia où l'implémentation du projet s'est poursuivie après la suspension des activités dans les Ville de Goma et de Bukavu à cause de la guerre.

Un accompagnement technique de proximité et régulier des Comités de Gestion des Plaintes mis en place par l'UCP TRANSFORME les a rendus fonctionnels et connus des bénéficiaires.

En dépit de ce progrès réalisé, des défis et difficultés majeurs se sont présentés tout au long de la mise en œuvre de ce projet à coté desquels nous réservons des suggestions et recommandations pour une amélioration future.

Elaborer à Goma, le 30 Août 2025

Pour la CARITAS DEVELOPPEMENT GOMA

Elaboré par

Revu par

Approuvé par

Mme. José KIKA
Abbé Pierre KAMANI LOKELEKA.

Mr. Gilbert DHEGO

Chef de Mission
Directeur de la Caritas Goma

Coordonnateur CDJP